

Cuivre et lithium

Une alliance minière en vue entre Alger et Santiago P3



Bruxelles en fait une priorité
Le solaire algérien, clé du futur énergétique de l'Europe P3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 11 juin 2026 / N° 1360 / PRIX 20 DA

La Coupe du monde 2026 s'ouvre aujourd'hui à Mexico

L'EN DE FOOTBALL VEUT CROIRE EN SES CHANCES

La fête footballistique mondiale démarre aujourd'hui, avec une édition inédite, tant par le nombre de participants que celui des pays organisateurs. Dans tout ce magma sportif, l'EN d'Algérie tentera de se faire une place au soleil. Bon vent ! P12



Législatives du 2 juillet

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE MISE EN BRANLE P2



Chanegriha à son hôte, l'amiral George Wikoff :
« L'ALGÉRIE RESTE ATTACHÉE À SES PRINCIPES SACRÉS » P4

Foncier agricole, centres d'appels, climat...

Les orientations de Sifi Ghrieb

En matière de foncier, le Gouvernement a mis en avant les moyens et modalités nécessaires, traduits par des mécanismes et procédures devant assurer la préservation des terres agricoles et du patrimoine forestier. P4



L'ANIE donne le tempo

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé, dans deux communiqués publiés hier, les dernières démarches administratives que doivent accomplir les partis politiques et les listes indépendantes en vue des élections législatives du 2 juillet. Ces instructions portent à la fois sur l'organisation interne des listes de candidats et sur la désignation des représentants habilités à suivre les opérations de vote et de dépouillement. Le premier communiqué, qualifié de « très important », s'inscrit dans le prolongement du communiqué n° 27 du 4 juin dernier relatif à l'ordre des candidats au sein des listes. L'ANIE invite les formations politiques ayant présenté des listes, ainsi que les listes libres dont la candidature a été validée, à se rapprocher des coordinateurs de wilaya ou des circonscriptions électorales concernées. Il leur est demandé de déposer un document officiel, signé par le premier responsable du parti ou, dans le cas des listes indépendantes, par le candidat tête de liste. Ce document doit impérativement préciser l'ordre de présentation des candidats. L'Autorité insiste également sur la nécessité de fournir l'ensemble des informations et pièces requises pour l'établissement des feuilles de vote. Le second communiqué, numéroté 30, s'appuie sur le décret présidentiel n° 26-145 du 4 avril dernier portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), ainsi que sur l'article 144 de l'ordonnance n° 21-01 du 10 mars 2021 relative au régime électoral, modifiée et complétée. Il rappelle que toutes les listes de candidats validées disposent du droit de superviser les opérations de vote et de dépouillement dans l'ensemble des bureaux de vote. À cet effet, les partis politiques et les listes libres sont tenus de transmettre, avant le 21 juin prochain, la liste nominative des représentants habilités à les représenter. Ces représentants auront pour mission d'assister au déroulement du scrutin et au dépouillement des bulletins. Ils recevront une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépouillement, ainsi que ceux relatifs au recensement des votes au niveau des représentations diplomatiques et consulaires. Ils seront également destinataires des procès-verbaux de centralisation des résultats établis par les commissions électorales de wilaya, ainsi que par la commission électorale chargée des électeurs résidant à l'étranger. L'ANIE précise enfin que la liste des représentants doit comporter l'ensemble des informations d'identité requises, conformément au modèle annexé au communiqué officiel.

R. N.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

La campagne mise en branle

Les formations politiques et les listes indépendantes engagées dans la bataille des législatives du 2 juillet poursuivaient, hier, leur mobilisation.

PAR BOUALEM B.

À u siège du Parti des travailleurs (PT) à Alger, la secrétaire générale Louisa Hanoune a présenté le programme électoral de sa formation, placé sous le slogan « Détermination et résistance ». Elle y décrit un projet « fort et inclusif », conçu comme un véritable bouclier pour protéger les droits, les acquis sociaux et la souveraineté nationale face aux dangers internes et externes. Hanoune a appelé les électeurs à faire confiance aux 29 listes du PT et à voter massivement en leur faveur, tout en annonçant le début des meetings populaires dès samedi prochain à Mostaganem et Oran. L'action de proximité et les réseaux sociaux resteront également au cœur de la stratégie du parti. Dans la même journée, Youcef Aouchiche, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté les grands axes du programme du parti. Il a dénoncé à cette occasion les rejets de candidatures qu'il juge injustifiés, notamment ceux motivés par la participation au Hirak de 2019, et a appelé au déblocage de ses trois listes toujours en suspens, alors qu'elles

rempliraient, selon lui, toutes les conditions. Réaffirmant le positionnement de son parti comme une opposition responsable, il a insisté sur la nécessité de lutter contre l'abstention et de bâtir une Assemblée populaire nationale véritablement représentative. Parallèlement, plusieurs listes ont multiplié les rencontres de proximité ou des réunions internes pour affiner leur stratégie de campagne. La veille, mardi, avait marqué le véritable coup d'envoi de cette campagne électorale. De nombreux partis ont choisi le Grand Sud, souvent présenté comme la « première ligne de défense » du pays, pour lancer leurs activités. À Illizi, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a défendu le slogan « Arwah Maâna » (Rejoignez-nous), soulignant que la construction de l'État est une responsabilité collective et que la sécurité de l'Algérie commence aux frontières. À Timimoun, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdali Hassani Cherif, a mis en avant la qualité de ses listes composées de jeunes et de femmes, ainsi que son slogan « Confiance ». Il a insisté sur le renforcement de la souveraineté nationale et la construction d'un État émergent.



Même tonalité au FLN avec Abdelkrim Benmebarek à In Guezzam, ou encore au Front El Moustakbel à Djanet, où Fateh Boutbig a évoqué un message d'espoir et d'unité. D'autres formations ont opté pour des meetings et des actions de terrain plus traditionnelles. La présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, a sillonné plusieurs communes de Bouira, appelant à un vote massif pour des candidats prêts à servir la population. À Constantine, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a quant à lui plaidé pour des institutions fortes grâce à une large participation citoyenne, sous le slogan « Ensemble pour une Algérie forte ». À Alger, le président du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a lancé la campa-

gne de son parti en insistant sur la préservation de l'unité nationale et la défense des institutions. Il a regretté les nombreuses candidatures rejetées, plus de 220 dans son mouvement, tout en appelant au respect des décisions de justice et à une mobilisation massive contre l'abstention. D'une durée de trois semaines, cette campagne se déroule sous la supervision de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Meetings, rencontres de proximité, interventions médiatiques et présence active sur les réseaux sociaux... les candidats ont trois semaines pour convaincre les électeurs et redonner du sens à l'exercice démocratique. L'enjeu est de former une Assemblée représentative, à la hauteur des attentes des citoyens. ■

BÉJAÏA

14 listes en compétition pour les 9 sièges de l'APN

PAR NASSIM TERKI

La campagne électorale des élections législatives du 2 juillet est désormais engagée dans la wilaya de Béjaïa, où 14 listes validées par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) briguent les neuf sièges attribués à la représentation de la wilaya à l'Assemblée populaire nationale pour un mandat de cinq ans. La compétition met en présence un nombre égal de listes partisans et indépendantes, avec sept listes relevant de formations politiques et sept autres conduites par des candidats sans affiliation partisane. Cette configuration traduit une volonté affirmée des listes indépendantes de s'imposer dans un paysage politique traditionnellement dominé par les partis. Les formations politiques engagées dans cette échéance sont le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Front des forces socialistes (FFS), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Parti des travailleurs (PT), le Front El-Moustakbel ainsi que le Parti de la voie du peuple (PVP). Face à elles, les listes indépendantes, emmenées pour certaines par des personnalités déjà connues sur la scène locale, entendent miser sur leur

proximité avec les citoyens et sur une présence active sur les réseaux sociaux pour faire connaître leurs programmes et leurs candidatures. Le corps électoral de la wilaya compte 562 095 électeurs, à la suite d'une révision exceptionnelle des listes électorales menée au mois d'avril afin d'encourager l'inscription des jeunes ayant atteint l'âge légal de voter et de procéder à l'actualisation du fichier électoral, notamment par la radiation des personnes décédées. Pour assurer le bon déroulement du scrutin, un dispositif comprenant 509 centres de vote et 1 706 bureaux répartis sur les 52 communes de la wilaya a été mis en place. Les autorités compétentes ont également identifié les espaces destinés à accueillir les rassemblements et meetings électoraux, tandis que les candidats disposeront de créneaux d'expression sur les ondes de Radio Soummam, en complément de leurs actions de communication sur les plateformes numériques. Sur le terrain, le lancement de la campagne s'est toutefois caractérisé par une activité relativement discrète. Si certains sièges de partis, à l'image de celui du RND situé place Boucheffa, ont achevé leurs préparatifs organisationnels, l'effervescence habituelle des grands rendez-vous électoraux demeure

encore limitée. Le siège du FFS a également enregistré une animation modérée, avec les premiers échanges entre militants et responsables locaux. Les états-majors politiques s'attendent actuellement à définir les communes prioritaires de leurs tournées et à préparer les grands rassemblements qui devraient être animés par les responsables nationaux des formations politiques afin de présenter leurs orientations et leurs programmes. Du côté des listes indépendantes, la stratégie privilégiée repose essentiellement sur les rencontres de proximité et les échanges directs avec les citoyens, souvent sans installation de permanences électorales. Les candidats misent sur leur présence quotidienne sur le terrain pour convaincre les électeurs et mettre en avant leur expérience ainsi que leur connaissance des préoccupations locales. Parmi les initiatives qui retiennent particulièrement l'attention figure la liste indépendante « Thadukli », composée de sept présidents d'Assemblées populaires communales en exercice, représentant notamment les communes d'Akbou, El Kseur, Darguina, Amalou, Tazmalt, Toudja et Amizour. Forte de l'ancrage local de ses membres, cette liste ambitionne de jouer un rôle majeur dans cette consultation électorale

et de décrocher plusieurs sièges à l'Assemblée populaire nationale. Une autre liste indépendante, baptisée « Assirem », rassemble pour sa part des avocats et des cadres issus de différents secteurs d'activité, avec l'objectif de proposer une alternative fondée sur les compétences professionnelles et l'expérience de terrain. Dans plusieurs cas, les composantes des listes ont été modifiées après examen des dossiers par l'ANIE, certains candidats ayant été écartés pour non-conformité aux dispositions de la loi électorale. À ce stade, les programmes détaillés des différentes listes n'ont pas encore été largement dévoilés. Les électeurs attendent désormais les premières rencontres publiques et les grands meetings pour prendre connaissance des propositions concrètes avancées par les candidats. Au-delà de la compétition électorale elle-même, l'enjeu reste également celui de la mobilisation citoyenne. Les prétendants aux neuf sièges de la wilaya devront convaincre un électoral de plus en plus exigeant, attentif à la crédibilité des programmes, à la capacité des futurs élus à défendre les intérêts de la région et à obtenir des projets de développement répondant aux attentes exprimées dans les différents secteurs économiques et sociaux. ■

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

BRUXELLES EN FAIT UNE PRIORITÉ

Le solaire algérien, clé du futur énergétique de l'Europe

Bruxelles fait du solaire algérien une priorité stratégique dans sa nouvelle vision énergétique, misant sur ce potentiel pour soutenir sa transition verte et sécuriser son approvisionnement futur.

PAR MAHREZ Z

« Avec une portion du seul territoire algérien, vous pouvez couvrir tous les besoins énergétiques de l'Europe. » Cette déclaration d'un responsable européen, rapportée par le média français Les Échos, illustre l'intérêt croissant de Bruxelles pour les capacités solaires de l'Algérie, dans le cadre de nouvelles perspectives énergétiques dessinées autour de la Méditerranée. À l'occasion de la Semaine européenne de l'énergie durable, la Commission européenne a dévoilé le 9 juin dernier l'initiative T-MED, destinée à renforcer la coopération avec les pays partenaires du sud de la Méditerranée dans les domaines des énergies renouvelables et des technologies propres. Dans un communiqué publié sur son site internet, l'exécutif européen indique que cette initiative pourrait permettre de mobiliser « jusqu'à 25 milliards d'euros d'investissements supplémentaires à l'horizon 2035 » dans les secteurs de l'énergie propre et des technologies associées. Bruxelles prévoit la mise en place d'une plateforme d'investissement soutenue par des garanties européennes à hauteur de 5 milliards d'euros, afin de faciliter le financement des projets et de réduire les risques supportés par les investisseurs. Dans cette perspective, la Commission européenne met notamment en avant le potentiel de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui disposerait d'une capacité technique de production d'énergies renouvelables estimée à plus de 2 300 gigawatts (GW), soit plus du double des capacités actuellement installées dans l'Union européenne. Les coûts de production de l'électricité renouvelable y seraient par ailleurs inférieurs de 30 à 40 % à ceux observés en Europe, selon le communiqué. L'initiative européenne prévoit également un accélérateur réglementaire visant à réduire les délais administratifs, la formation de 100 000 travailleurs, ainsi que la modernisation des infrastructures, des réseaux électriques intelligents et des corridors hydrogène, dont la transformation d'anciens gazoducs, à l'image du projet South H2 Corridor reliant l'Algérie à



l'Europe. Elle inclut enfin le développement d'un écosystème de technologies propres, avec au moins dix partenariats industriels euro-méditerranéens envisagés d'ici à 2030. Le média met en lumière la place particulière accordée à l'Algérie. Au-delà de la référence à son immense potentiel solaire, le journal rapporte que les responsables européens souhaitent éviter les écueils des initiatives passées. Revenant sur l'expérience Desertec, l'un des responsables cités estime ainsi que l'ancien projet était « trop privé », que les technologies n'étaient pas encore matures et que les pays ne percevaient pas clairement leurs gains. La nouvelle approche européenne, qui met en avant le potentiel solaire algérien, fait écho à des appréciations déjà formulées par la Commission européenne lors de la sixième réunion du Dialogue énergétique UE-Algérie, tenue il y a quelques mois à Alger. Dans le communiqué publié à l'issue de cette rencontre bilatérale, Bruxelles soulignait que l'Algérie disposait de « plusieurs avantages compétitifs », grâce à ses

ressources naturelles et humaines ainsi qu'à ses infrastructures énergétiques. La Commission estimait alors que le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène permettrait au pays de « consolider et renforcer sa position sur la scène énergétique mondiale », en tant qu'acteur régional clé dans l'approvisionnement futur en électricité renouvelable et en hydrogène. Ce même texte rappelait également le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur « fiable et durable » de gaz naturel pour l'Europe, et identifiait plusieurs axes de coopération, notamment l'hydrogène renouvelable, la réduction des émissions de méthane, l'efficacité énergétique et le développement des interconnexions électriques entre les deux rives de la Méditerranée. Les récentes annonces autour de T-MED et les positions exprimées lors du dialogue énergétique UE-Algérie témoignent ainsi de l'attention croissante portée par Bruxelles au rôle que pourrait jouer l'Algérie dans l'évolution du paysage énergétique méditerranéen. ■

CUIVRE ET LITHIUM

Une alliance minière en vue entre Alger et Santiago

vail technique chargé d'identifier des projets concrets et de préparer des échanges de visites d'experts entre les deux pays. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'exploration, de l'exploitation et de la valorisation des ressources minières. Les deux parties ont également exprimé leur volonté d'explorer de nouvelles pistes de partenariat dans les secteurs industriel, technique et scientifique liés à l'activité minière. Selon le communiqué, les échanges ont notamment concerné les perspectives de coopération dans l'exploration et l'exploitation du cuivre et du lithium, deux ressources stratégiques pour les chaînes de valeur industrielles mondiales. Les deux pays envisagent également de développer des procédés d'extraction plus respectueux de l'environnement, de renforcer la formation des ingénieurs et techniciens spécialisés, et de partager leurs expériences en matière de cadres réglementaires et législatifs régissant le secteur minier. De son côté, l'ambassadeur chilien a réaffirmé la volonté de son pays de consolider sa coopération avec l'Algérie, en mettant en avant l'expertise du Chili en tant qu'acteur majeur de l'industrie minière mondiale, et en

œuvrant à la construction d'un partenariat mutuellement bénéfique. Le secteur minier algérien, placé au cœur de la stratégie nationale de diversification économique, connaît ces dernières années une dynamique de développement accélérée, sous l'impulsion des autorités publiques. L'objectif est de valoriser de manière optimale les ressources minières nationales, tout en favorisant l'investissement dans les différentes filières du secteur, grâce à un nouveau cadre législatif et à des dispositifs incitatifs destinés à attirer les investissements directs étrangers. Au-delà du fer, du zinc, du plomb et du phosphate, déjà engagés dans des projets d'envergure, l'Algérie dispose également d'un potentiel important en or, cuivre et terres rares. Les autorités entendent désormais accélérer l'exploration et la valorisation de ces ressources, en vue de développer une industrie minière locale de transformation, génératrice de valeur ajoutée, d'emplois et de recettes d'exportation. Dans cette perspective, le secteur minier est appelé à jouer un rôle central dans la nouvelle orientation économique du pays, visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à asseoir une croissance plus diversifiée et durable. Y. R.

Éditorial L'EXPRESS

PÉTROLE, AVIATION, MARCHÉS : LE RISQUE D'UN EMBALLEMENT MONDIAL

PAR MAHDI B

La reprise des hostilités au Moyen-Orient, marquée par de nouvelles frappes américano-sionistes contre l'Iran et une escalade verbale particulièrement alarmante du président américain Donald Trump, fait planer le spectre d'un emballement régional aux conséquences difficilement maîtrisables. Après une accalmie de courte durée, la tension d'un cran, alimentée par des menaces de poursuite des attaques, y compris contre des infrastructures sensibles iraniennes, et par un discours politique qui laisse peu de place à l'apaisement. Dans ce climat déjà explosif, l'alerte lancée par le secrétaire général de l'ONU sur le risque d'une « guerre totale » au Moyen-Orient traduit l'ampleur des inquiétudes de la communauté internationale. Le cessez-le-feu apparent ressemble de plus en plus à une trêve fragile, susceptible de voler en éclats à tout moment, tant les positions semblent irréconciliables entre Washington et Téhéran. Les mises en garde iraniennes face aux décisions jugées « contre-productives » des instances internationales illustrent, elles aussi, une situation diplomatique en voie de crispation. Au-delà du théâtre militaire, la crise déborde largement sur le plan régional, notamment au Liban, où de nouvelles frappes ont causé des victimes civiles, aggravant un contexte déjà extrêmement tendu. L'ouverture d'une enquête internationale sur de possibles violations du droit humanitaire témoigne de la gravité de la situation et de la multiplication des fronts de tension. Mais c'est sans doute sur le terrain économique que les répercussions sont les plus immédiates et les plus visibles. La flambée des cours du pétrole, avec un Brent frôlant à nouveau la barre des 100 dollars, rappelle la vulnérabilité des marchés face aux chocs géopolitiques au Moyen-Orient. Cette hausse brutale se répercute déjà sur l'ensemble de la chaîne économique mondiale, du transport aérien au tourisme, en passant par les coûts énergétiques. Le secteur aérien, en particulier, tire la sonnette d'alarme. La hausse spectaculaire du prix du kérosène et la révision à la baisse des prévisions de bénéfices mondiaux traduisent l'ampleur du choc en cours. Dans leur sillage, les prix des billets d'avion s'envolent, annonçant un renchérissement généralisé de la mobilité internationale et une pression accrue sur les budgets des ménages comme sur les équilibres économiques des compagnies. Dans ce contexte, l'économie mondiale apparaît suspendue à une évolution géopolitique hautement incertaine. Entre escalade militaire, tensions diplomatiques et risques de choc pétrolier, le Moyen-Orient confirme une nouvelle fois son rôle de zone pivot dont les turbulences continuent de se répercuter bien au-delà de ses frontières.



L'Algérie et le Chili, deux acteurs majeurs du secteur minier mondial, envisagent de relancer leur commission mixte de coopération bilatérale dans le domaine des mines et des ressources minières. Cette décision a été évoquée dans un communiqué publié par les services du ministère des Mines et de l'Industrie minière. Lors d'une rencontre tenue mardi à Alger entre le ministre du secteur, Mourad Hanifi, et l'ambassadeur du Chili en Algérie, Juan Claudio Valenzuela, il a été convenu de mettre en place un groupe de tra-

FONCIER AGRICOLE, CENTRES D'APPELS, CLIMAT...

Les orientations de Sifi Ghrieb

Présidée par Sifi Ghrieb, la réunion du gouvernement a mis en avant les arbitrages entre impératifs de développement économique, préservation des ressources naturelles et transition vers des services à forte valeur ajoutée, dans un contexte marqué par la recherche de nouveaux leviers de croissance et le renforcement des engagements environnementaux du pays.

Développement économique, préservation des ressources naturelles et engagements environnementaux de l'Algérie ont constitué les principaux chapitres à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement, tenue hier sous la présidence du chef de l'Exécutif national. Commenant son tour de table, Sifi Ghrieb a d'abord suivi une communication sur l'implantation de projets publics sur des assiettes foncières à caractère agricole et forestier, souligne un communiqué des services du Premier ministre. Sur ce plan, le gouvernement a mis en avant les moyens et modalités nécessaires, traduits par des mécanismes et procédures visant à assurer la préservation des terres agricoles et du patrimoine forestier, tout en veillant à l'implantation des futures infrastructures publiques et des projets d'investissement sur des terres non arables et non forestières, a précisé la même source. Par ailleurs, le même communiqué

met en lumière la volonté de Ghrieb et de son équipe de rechercher de nouveaux leviers de croissance, dans l'optique d'un essor des services à forte valeur ajoutée. Ainsi, le gouvernement a examiné le projet de feuille de route relatif au développement des centres d'appels, visant à favoriser l'investissement dans ce domaine à forte employabilité, avec pour objectif de faire de l'Algérie, sur la base de ses avantages compétitifs, un hub régional en matière d'externalisation des services d'appel et de contribuer aux objectifs de création d'emplois à l'horizon 2027.

Enfin, le gouvernement a également examiné une communication relative à la Contribution déterminée au niveau national de l'Algérie au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

À cette occasion, il a été rappelé que l'Algérie figure parmi les pays particulièrement exposés aux effets du changement climatique, notam-



ment la désertification, le stress hydrique et les sécheresses récurrentes. Des défis qui conduisent

l'Algérie à réaffirmer son engagement envers les objectifs de l'Accord de Paris, à travers une stratégie vi-

sant à promouvoir un développement durable, sobre en carbone et inclusif. **N. B.**

L'Algérie, vitrine du dialogue entre les peuples

À l'occasion de la Journée internationale du dialogue entre les civilisations, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a mis en avant le rôle de l'Algérie dans la promotion du dialogue interculturel. Dans un message publié sur son compte officiel, il a salué la sagesse de la diplomatie algérienne sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le président de la chambre haute du Parlement a rappelé l'engagement constant de l'Algérie en faveur des valeurs de tolérance, de coexistence et de vivre-ensemble dans la paix. Il a également souligné la contribution du pays à l'édification de passerelles de dialogue entre les peuples. Insistant sur l'ancrage historique de démarche, Azouz Nasri a évoqué la figure de l'Émir Abdelkader, dont le nom reste associé à l'histoire de l'Algérie comme symbole de résistance et de valeurs humanistes, présenté comme une référence majeure du dialogue et du vivre-ensemble.

Le président Tebboune reçoit les lettres de créance de cinq nouveaux ambassadeurs

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier les lettres de créance de 5 nouveaux ambassadeurs. Il s'agit de l'ambassadrice de la République du Gabon, Marie-Rose N'gaza-Mimi Otsana, de l'ambassadeur de la République du Soudan, Abdelhafidh El-Aouadi Sayed Ahmed El-Faki, de l'ambassadeur de la République de Corée, Min Kyoung-tae, de l'ambassadrice de la République d'Italie, Alessandra Schiavo, et de l'ambassadeur de la République unie de Tanzanie, Mubhar Holmes Matinyi, selon un communiqué de la Présidence de la République.

CHANEGRIHA À SON HÔTE, L'AMIRAL GEORGE WIKOFF : « L'Algérie reste attachée à ses principes sacrés »



Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu avant-hier soir le commandant des forces navales américaines en Europe et en Afrique ainsi que le commandant des forces conjointes de l'OTAN, indi-

que un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). En présence de généraux et d'officiers supérieurs du ministère de la Défense nationale, de l'état-major de l'ANP et de la délégation militaire américaine, les deux responsables ont tenu des entretiens portant sur l'état de la coopération militaire entre les deux pays,

ainsi que sur des échanges de vues et des analyses autour de questions d'intérêt commun, précise la même source. Dans son intervention, le général Chanegriha a souligné que les relations militaires bilatérales connaissent une dynamique nouvelle et croissante, particulièrement après la signature d'un protocole d'accord dans le domaine de la coopération militaire en janvier 2025, ajoute la même source. Le chef d'état-major de l'ANP a également indiqué que cette dynamique s'était matérialisée par l'échange de visites de délégations de haut niveau, à l'instar de la récente visite en Algérie du commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM). Cette visite a constitué, selon lui, une opportunité d'échanger des points de vue sur les questions d'intérêt commun et

a contribué au renforcement des canaux de communication sur les questions sécuritaires et stratégiques. Il a par ailleurs réaffirmé que l'Algérie demeure attachée au principe du non-alignement, « jalouse de son indépendance et de sa décision souveraine », soulignant que c'est au nom de ces principes sacrés, que les partenaires sont appelés à respecter, que l'Algérie a sacrifié, de 1830 à 1962, plus de cinq millions six cent trente mille de ses enfants, dont un million et demi de martyrs entre 1954 et 1962, a-t-il ajouté. Pour sa part, l'amiral George Wikoff s'est félicité de sa visite en Algérie et a exprimé sa volonté de renforcer la coopération militaire bilatérale et multilatérale, saluant la contribution de l'Armée nationale populaire à la sécurité maritime en Méditerranée occidentale. **R. N.**

MÉDIATION INTERNATIONALE

Alger confirme son statut d'acteur clé

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu hier à Alger la secrétaire générale de l'Organisation internationale pour la médiation (OIMed), Teresa Cheng, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Les entretiens ont porté sur les avancées enregistrées dans la mise en place de cette organisation, ainsi que sur ses missions en matière de promotion du règlement pacifi-

que des différends et de consolidation de la coopération internationale. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, Mme Cheng a passé en revue les progrès réalisés dans l'établissement des fondements de l'organisation, ainsi que ses objectifs visant à promouvoir les solutions pacifiques aux conflits et à renforcer la coopération internationale, précise la même source. La secrétaire générale a, à cette occasion, salué le rôle historique de l'Algérie et sa tradition en tant que pays fiable et

crédible dans le domaine de la médiation. Les deux parties ont, dans ce contexte, mis en avant l'importance du rôle de cette organisation dans l'ancrage de la médiation comme outil de règlement des différends, compte tenu de la valeur ajoutée qu'elle apporte à la consolidation de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international. Elles sont également convenues de renforcer et de développer les relations de coopération entre l'Algérie et l'OIMed, conclut le communiqué. ■

CLAP DE FIN, AUJOURD'HUI, POUR L'EXAMEN DU BAC

Sous le sceau de la sérénité et de la rigueur

Les épreuves du bac session juin 2026 prennent fin aujourd'hui. Cet examen national s'est déroulé dans des conditions sereines et rigoureuses, à travers le territoire national, et ce, grâce aux moyens matériels et humains mobilisés pour son encadrement. Durant cinq jours, plus de 876 000 candidats ont concouru à travers 2973 centres d'examens sous la supervision de 227 278 encadreurs.

PAR MERIEM K.

«L'organisation des examens officiels, avec à leur tête le baccalauréat, constitue une mission nationale à laquelle participent plusieurs instances et institutions de l'État. Notre devoir est de réunir les meilleures conditions à même de permettre aux candidats de passer cet examen dans un climat serein et propice», a dit le ministre de l'Éducation, Mohamed Seghir Saadaoui, à partir de Tizi Ouzou, où, il avait donné le coup d'envoi de la session juin 2026. Il a également rappelé le souci du secteur de garantir le déroulement de cet examen décisif dans les meilleures conditions pour l'ensemble des candidats, en particulier les personnes aux besoins spécifiques, les malades ainsi que les candidats issus des établissements pénitentiaires, et ce, à travers « la prise de mesures adaptées à chaque catégorie. La session 2026 s'est déroulée dans de « bonnes conditions, rigoureuses et sereines ». Au terme du 5ème jour, les candidats de lettre et langues étrangères plancheront sur l'une des épreuves (d'espagnol, allemand ou italien), sciences physiques pour les candidats des filières sciences expérimentales, mathématiques et math

technique, économie et management pour la filière de Gestion et économie. Dans l'après-midi, les candidats des 4 filières scientifiques plancheront sur l'épreuve de philosophie. Comme prévu, les sujets ont porté «sur les cours dispensés en classe et rentrant dans le cadre du programme scolaire. Ils étaient même abordables et à la portée d'un élève moyen ayant bien préparé», de l'avis d'un nombre conséquent de candidats et enseignants. Mieux encore, cette session a connu une évolution positive dans l'approche sécuritaire. En effet, contrairement aux éditions précédentes, la connexion internet n'a été coupée qu'au niveau des centres d'examens, permettant ainsi aux citoyens aux entreprises et aux administrations de poursuivre leurs activités sans perturbation. Le ministre de tutelle avait affirmé que son département statue sur des « solutions alternatives » aux coupures d'internet durant les examens nationaux pour ne pas nuire aux autres secteurs d'activité et en misant en particulier sur l'éducation pour lutter contre le phénomène de la fraude. Une politique qui a « visiblement » porté ses fruits. Les fraudes ont « considérablement diminué ». En effet, uniquement, trois cas de fraude ont été signalés à



Tlemcen, Biskra et Alger. Et la loi a été appliquée «rigoureusement» contre tout individu voulant porter atteinte à la crédibilité de l'examen. En effet, les mis en cause, selon les parquets relevant de ces wilayas ont été déferés en comparution immédiate, pour « atteinte à la crédibilité et la régularité des épreuves du Baccalauréat ». Grâce aux nouvelles

technologies, « Il est possible d'identifier en temps réel les fraudeurs qui enfreignent les règles d'intégrité des épreuves », affirme le ministre de tutelle.

Pour cette édition, l'examen du baccalauréat a été préparé en mode « zéro papier ». Une démarche qui, selon les précisions du ministre, concrétise la stratégie nationale de

transformation numérique et favorise l'interconnexion entre les différents secteurs.

S'agissant des résultats, il devraient être proclamés au cours de juillet, via les sites de l'ONEC(Office nationale des examens et concours) « bac.onec.dz », « awlya.education.dz » ou par SMS pour les abonnés de la téléphonie mobile. ■

Fraude

Deux individus condamnés à 4 ans de prison ferme

Deux individus ont été condamnés à 4 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 200.000 DA, pour des faits de fraude à l'examen du baccalauréat, indique mardi un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Cheraga (Alger).

« En application des dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale et dans le cadre de la lutte contre les atteintes à l'intégrité des examens et concours, le parquet

de la République près le tribunal de Cheraga informe l'opinion publique qu'il a été saisi le 7 juin 2026 par les services de la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Belle Vue, d'une affaire de fraude à l'examen du baccalauréat », précise le communiqué. L'affaire fait suite à « la prise en flagrant délit de fraude d'un candidat libre répondant aux initiales (M. Dj. S) par une enseignante chargée de la

surveillance au niveau d'un centre d'examens du baccalauréat au CEM Aboubaker Benzini, situé à Belle Vue dans la commune d'Ain Benian », ajoute la même source. Selon le parquet, le candidat en question « prenait en photo le sujet d'examen à l'aide de son téléphone portable et envoyait les questions à sa sœur (M.S), via l'application WhatsApp. Cette dernière utilisait l'application d'intelligence artificielle ChatGPT, pour lui

envoyer les réponses via WhatsApp ».

« En date du 9 juin 2026, les deux mis en cause ont été présentés devant le parquet de la République qui, après leur audition, a ordonné, leur comparution immédiate devant le tribunal correctionnel pour le délit de diffusion et de divulgation, pendant les examens, des sujets et réponses des épreuves finales de l'enseignement secondaire, au moyen de technologies de

communication à distance, conformément à l'article 253 bis 6 et bis 7 du Code pénal », poursuit la même source.

Les deux prévenus ont été reconnus coupables des faits qui leur étaient reprochés et condamnés chacun à une peine de quatre ans de prison ferme, assortie d'une amende de 200.000 DA, avec mandat de dépôt à l'audience et confiscation des objets saisis.

ONOU

1^{er} séminaire régional à Boumerdès

L'ONOU a tenu son 1er séminaire régional à Boumerdès, réunissant 14 wilayas du Centre pour évaluer l'année universitaire et préparer la rentrée 2026. L'Office national des œuvres universitaires (ONOU) a tenu son 1er séminaire régional à la Faculté de technologie de l'Université M'Hamed Bougara de Boumerdès, en présence de représentants de 21 directions des œuvres universitaires couvrant 14 wilayas du Centre du pays.

Bilan et perspectives pour une rentrée universitaire améliorée

Placée sous la présidence du directeur général de l'ONOU, Adel Mezough, cette rencontre a été consacrée à l'évaluation du bilan de l'année universitaire 2025-2026 et à la préparation de la prochaine rentrée. Mezough a précisé que ces séminaires, lancés depuis Boumerdès, seront déclinés dans l'ensemble des

régions du pays, avec pour objectif d'améliorer la qualité des services offerts aux étudiants.

Les discussions ont porté sur plusieurs axes prioritaires : l'amélioration du volet hébergement, le développement de l'initiative «Study in Algeria», la mise en place d'un protocole strict de sécurité alimentaire dans les restaurants universitaires, ainsi que la gestion des opérations de réhabilitation et de maintenance des résidences universitaires.

Pour un système universitaire intégré

Le recteur de l'Université de Boumerdès, Abdelbaki Nouredine, a insisté sur la nécessité de conjuguer les dimensions académique, pédagogique et sociale pour bâtir un système universitaire cohérent. Il a souligné que l'université algérienne ne peut accomplir pleinement ses missions sans un volet des œuvres universitaires performant, saluant ce

séminaire comme une opportunité concrète de recenser les insuffisances et de définir les programmes de développement à venir.

Coopération internationale

L'Université de Khenchela signe une convention avec celle de Monfort. Une convention de coopération internationale a été signée entre les universités Abbas-Laghrou de Khenchela et la De Montfort University (DMU) de Leicester, au Royaume-Uni, a déclaré, mercredi, le directeur de l'Université de Khenchela, Abdelouahed Chala. La convention a été signée dans le cadre du renforcement de l'ouverture de l'Université de Khenchela sur l'environnement international et de la création de partenariats stratégiques efficaces, a souligné le même responsable. M. Chala a indiqué à l'APS que cette convention visant à renforcer le partenariat académique et scientifique entre les deux universités et à soute-



nir les échanges et le développement de la recherche scientifique conjointe dans diverses spécialités, a été signée mardi au siège de l'Université de Khenchela.

Le même responsable a ajouté qu'il sera procédé, au titre de cette convention, à des échanges de visites scientifiques, à l'organisation de stages au profit des enseignants et des étudiants, ainsi que l'encadrement en commun de thèses de doctorat et de projets de recherche. La convention prévoit également l'échange de publications et de référé-

rences scientifiques pour améliorer la qualité de la recherche scientifique, l'organisation de manifestations scientifiques et de conférences internationales conjointes, ainsi que l'échange de productions scientifiques et de publications académiques.

M. Chala a souligné, en conclusion, que cette coopération vise également à consolider la performance académique et scientifique de l'Université Abbas-Laghrou et à renforcer sa présence sur la scène internationale. ■

L'ENTREPRISE A ACCUEILLI DES STAGIAIRES DU BURKINA FASO

Sonelgaz poursuit son soutien aux **compétences africaines**

L'École des métiers du transport et de la distribution d'électricité Sonelgaz-Services de Blida a accueilli une délégation de stagiaires de la Société nationale d'électricité « Sonabel » du Burkina Faso.



FATIHA A.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de son engagement en faveur de la coopération africaine et de la promotion des échanges d'expertise et de compétences, et conformément aux objectifs du Réseau africain des centres d'excellence en électricité (RACEE), selon un communiqué de Sonelgaz. Ces stagiaires ont participé à une formation spécialisée intitulée : « Opérateurs de réseau national interconnecté - Niveau 1 ». Cette formation, qui se déroule du 8 au 26 juin 2026, est destinée à sept (7) stagiaires et vise à développer leurs compétences d'opérateurs de réseau de transport d'électricité, afin de leur permettre d'assurer l'exploitation et la gestion du réseau national interconnecté selon les normes les plus exigeantes en matière de sécurité, de fiabilité et de performance. La réception

organisée en l'honneur de la délégation a permis de souhaiter la bienvenue aux participants et de présenter le programme de formation. Les responsables de l'établissement ont souligné que ce programme s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par Sonelgaz pour soutenir le développement de l'expertise africaine, renforcer la coopération technique et faciliter les échanges d'expériences entre les pays africains, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable et à l'intégration des systèmes énergétiques africains. Cette initiative confirme le rôle croissant de Sonelgaz en tant que centre régional d'expertise et de formation, et partenaire fiable pour accompagner les nations africaines dans le développement de leurs capacités humaines et techniques. Elle renforce la coopération Sud-Sud et l'intégration énergétique à l'échelle du continent. Sonelgaz accélère son expansion en Afrique à travers une stratégie Sud-Sud. Le groupe a déjà

signé plus de 28 mémorandums avec 18 pays africains. Ses activités incluent la construction de centrales électriques, l'exportation d'électricité et le transfert de compétences, avec pour objectif de devenir un acteur énergétique majeur à l'horizon 2035. Le groupe Sonelgaz donne de l'importance à la formation des stagiaires africains. À travers ses différentes écoles et centres d'excellence, l'entreprise publique a déjà accueilli plus de 1 300 techniciens et cadres issus de différents pays d'Afrique (notamment du Niger, du Tchad et de Côte d'Ivoire) dans les métiers de l'électricité. Ces formations se concentrent sur l'exploitation et la maintenance des réseaux et centrales électriques, le management et les technologies liées aux réseaux intelligents. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Réseau Africain des Centres d'Excellence en Electricité (RACEE) et s'intègre dans les projets de développement et de coopération énergétique portés par Sonelgaz International sur le continent.

R.E.

Energie

Examen des perspectives de coopération avec le **GGGI**

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Mourad Adjal, a reçu, mardi à Alger, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, en visite en Algérie en sa qualité de président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération, notamment dans les domaines de la transition énergétique, du développement durable et de l'efficacité énergétique, en accord avec l'orientation de l'Algérie vers la construction d'une économie durable, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. Lors de cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère et de représentants de l'Institut, les deux parties ont évoqué les moyens de développer le partenariat technique et institutionnel entre le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables et le GGGI, notamment dans les domaines de l'élaboration d'études et de programmes liés à la transition énergétique, du développement de projets en matière d'énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la gestion des ressources hydriques associées aux

projets énergétiques, précise la même source. A cette occasion, M. Adjal a souligné l'engagement du secteur à mettre en œuvre les orientations et instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité énergétique et à consolider les fondements du développement durable. Il a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie à assurer un équilibre entre la garantie de la sécurité énergétique et la promotion d'un développement socioéconomique durable, à travers la valorisation des ressources nationales et l'élargissement de la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, ajoute le communiqué. Dans ce contexte, le ministre a présenté les principaux projets stratégiques que le secteur s'emploie à concrétiser, à commencer par le programme de développement de 15.000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque, le programme de développement de l'hydrogène vert, ainsi que les projets liés aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire. M. Adjal a, en outre, souligné la disponibilité du

ministère à travailler en étroite collaboration avec les équipes du GGGI en vue d'élaborer une feuille de route opérationnelle et efficace, permettant d'atteindre les objectifs communs et de renforcer la coopération entre les deux parties. De son côté, M. Ban Ki-moon a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le développement des énergies renouvelables ainsi que les importantes potentialités dont elle dispose, notamment dans le domaine de l'énergie solaire. A cet égard, il a fait part de la disposition du GGGI à accompagner l'Algérie dans la mise en œuvre de ses projets et programmes visant à accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone. L'ancien Secrétaire général des Nations Unies a, par ailleurs, appelé à soutenir et à accompagner les activités du Bureau du GGGI en Algérie, afin de lui permettre d'accomplir ses missions, tout en soutenant les efforts de l'Algérie pour atteindre ses objectifs en matière de développement durable, de transition énergétique et d'économie verte, conclut le communiqué.

R.E.

Salon international de l'agroalimentaire en Afrique
23 entreprises algériennes au rendez-vous

La quatrième édition du Salon international de l'agroalimentaire en Afrique (IFSA Africa 2026) s'est ouverte, mardi au Parc des expositions du Kram en Tunisie, avec la participation de 23 entreprises algériennes opérant dans le secteur des industries agroalimentaires, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, selon l'APS.

Les entreprises algériennes participent à cet événement sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, à travers l'exposition d'une gamme diversifiée de produits alimentaires et transformés, reflétant le développement que connaît le secteur au niveau national ainsi que sa capacité à s'imposer sur les marchés régionaux et internationaux.

Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, à renforcer la présence du produit algérien sur les marchés africains et à accompagner les opérateurs économiques dans l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat et l'élargissement de leurs réseaux commerciaux.

Cet événement devrait offrir aux entreprises algériennes l'opportunité de promouvoir leurs produits, d'explorer de nouveaux marchés et de conclure des contrats et d'établir des partenariats commerciaux à même de soutenir la dynamique de promotion des exportations et de renforcer la position du produit algérien aux niveaux continental et international.

Guelma
Inauguration d'un silo à grains de 20 000 tonnes

La Société Nationale de Fer et d'Acier (SNS) a annoncé l'inauguration d'un silo à grains métallique d'une capacité de 20 000 tonnes dans la région de Belkhir, dans la wilaya de Guelma. Ce silo a été construit par sa filiale, SNC Metal Spa, spécialisée dans les structures métalliques, dans le cadre des efforts déployés pour accroître les capacités de stockage et renforcer la sécurité alimentaire nationale.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi, sous la supervision du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, et en présence du gouverneur de la province de Guelma, Samir Chibani, ainsi que de représentants des autorités locales et des responsables du secteur. La délégation officielle a été reçue par le PDG de SNC Metal, Fouad Bouneidja.

Ce projet a été réalisé au profit de l'Office algérien Interprofessionnel des Céréales (OaIC), SNC Metal ayant pris en charge toutes les phases, de la conception à la fabrication et à la construction complète du silo.

La Société Nationale de Fer et d'Acier (SNS) a souligné que ce projet témoigne de l'expertise technique de SNC Métal et de sa capacité à mener à bien des projets d'envergure selon les normes de qualité et de précision les plus exigeantes, en s'appuyant sur les compétences nationales à chaque étape de sa réalisation. L'entreprise considère l'inauguration de ce silo comme un prolongement de son engagement à soutenir les politiques nationales visant à renforcer la sécurité alimentaire. Elle consolide également la position de l'industrie nationale comme acteur clé dans la mise en œuvre de projets d'infrastructures stratégiques et représente une source de fierté pour la société holding et sa filiale spécialisée dans les structures métalliques.

R.E.

Travaux publics

L'entretien du réseau routier se poursuit dans plusieurs wilayas

Les travaux de développement et d'entretien du réseau routier se poursuivent dans diverses wilayas notamment à Naâma, El Bayadh, Tlemcen, Ghardaïa et El Oued. Plusieurs projets inscrits au programme 2026 ont été lancés.



FATIHA A.

Conformément aux directives du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, ces travaux visent à améliorer les transports et la sécurité routière et à soutenir le développement économique et social du pays, selon un communiqué publié hier par le ministère.

Dans la wilaya de Naâma, les travaux de la première phase du projet de doublement de la route nationale 6 ont débuté sur une distance de 10 km. Ce projet s'inscrit dans un programme plus vaste de 31 km reliant les communes de Labiodh (wilaya de Naâma) et de Bougtob (wilaya d'El Bayadh).

Il convient de noter que ce projet est inscrit au

programme 2026 en tant que troisième phase du projet de dédoublement de la Route nationale 6, après l'achèvement de la première phase, un tronçon de 112 km reliant les villes d'Aïn Sefra et de Mécheria, et de la deuxième phase, un tronçon de 30 km reliant Mecheria à la commune de Labiodh.

Dans la wilaya d'El Bayadh, ajoute le communiqué, les travaux de la deuxième phase du projet de dédoublement de la route nationale 6 progressent rapidement. Ce tronçon de 24 km contribuera à améliorer le réseau routier et à renforcer la sécurité routière.

Dans la wilaya de Tlemcen, les travaux de renforcement de la Route nationale 13 se poursuivent sur le tronçon de 9 km. Les travaux de renforcement et d'aménagement des accotements, ainsi que la pose de la signalisation horizontale, se poursuivent, conformément au

calendrier établi et dans le cadre de la mise en œuvre des différentes composantes du projet. Ces travaux contribueront à faciliter la circulation des usagers de cet axe routier majeur.

A Ghardaïa, le lancement des travaux de la deuxième phase du projet de doublement de la route nationale n° 49, sur une distance de 25 km, a également été lancé.

Dans la wilaya d'El Oued, les travaux de doublement de la route nationale n° 48, reliant El Oued à El Hamraya (à la frontière de la wilaya d'El M'Ghair), se poursuivent. Il s'agit notamment de la pose de la couche de base en béton bitumineux sur le premier tronçon, du point kilométrique 75 au point kilométrique 90, dans le cadre de la poursuite de ce projet important et de l'amélioration des conditions de circulation sur cet axe routier.

CNMA
Des résultats financiers positifs enregistrés en 2025

La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a enregistré des résultats financiers positifs en 2025, ainsi qu'une amélioration des performances de ses différentes branches d'assurance, selon un rapport publié hier par la caisse.

Ce rapport, approuvé lors de la récente Assemblée générale ordinaire, indique que la valeur du portefeuille d'assurance agricole a dépassé 1,6 milliard de dinars algériens (DZD) l'an dernier, soit une hausse de 10 % par rapport à 2024. Le Fonds a également indemnisé pour 8,1 milliards de DZD de sinistres, en progression de 17 %, selon l'APS. Le Fonds attribue cette croissance principalement aux bonnes performances de ses différentes branches d'assurance agricole. La branche assurance végétaux a enregistré une croissance de 7 %, tandis que la branche assurance animale a progressé de 10 %, témoignant des efforts accrus du Fonds pour soutenir ses divers secteurs et activités. L'activité financière de la CNMA a atteint 27,5 milliards de dinars algériens l'an dernier, témoignant de « l'engagement constant du fonds à honorer ses obligations envers ses membres et assurés, tout en renforçant les liens de confiance qu'il entretient avec le secteur agricole et divers acteurs économiques », a ajouté la même source, précisant que le bénéfice net s'est élevé à près de 2 milliards de dinars en 2025 et le chiffre d'affaires à 15,2 milliards de dinars (+12 %). Selon la même source, ces résultats reflètent « le succès de la stratégie de développement adoptée par le Fonds national de coopération agricole dans le cadre de son plan stratégique pluriannuel 2025-2027 ». La CNMA a réaffirmé « son engagement à continuer de soutenir les secteurs agricole et rural conformément aux orientations nationales visant à moderniser le secteur agricole, à sécuriser les investissements agricoles et à renforcer la souveraineté alimentaire nationale », en plus de poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie visant à « diversifier ses activités de manière réfléchie en se concentrant sur des secteurs prometteurs, notamment les industries de transformation alimentaire, les transports et diverses activités économiques, dans le but de renforcer ses bilans financiers et de soutenir sa croissance durable, de souligner sa position de partenaire fiable pour les agriculteurs, les éleveurs et les opérateurs économiques, et de renforcer son rôle d'acteur clé du développement économique et du soutien à la sécurité alimentaire nationale ».

R.E.

MOHAMED OULD MOHAMMEDI, SG DU CLRT :

« **La transsaharienne** est réalisée à plus de 90% »

Réunis à Alger pour la 77e session du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), les États membres ont dressé un bilan d'avancement d'un projet lancé il y a plus de soixante ans et désormais réalisé à plus de 90%. Dans ce sens, le secrétaire général du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), Mohamed Ould Mohammedi, a rappelé ce mercredi lors de son passage dans l'émission « L'invité du jour » de la chaîne 3 de la Radio algérienne que « le réseau transsaharien ne se limite pas à l'axe Alger-Lagos, mais comprend également trois branches vers la Tunisie, le Mali et le Tchad, formant un maillage destiné à relier le Maghreb, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. »

Selon lui, le réseau s'articule autour de l'axe principal Alger-Lagos via le Niger, auquel s'ajoutent la liaison Hassi Messaoud-Gabès vers la Tunisie, la branche Tamanrasset-Gao avec prolongement vers Bamako, et l'axe Zinder-N'Djamena. Selon le CLRT, l'axe principal est « quasiment réalisé ». Ainsi, la route est opérationnelle, pour la partie algérienne, jusqu'à Tamanrasset et In Guezzam, tandis que les travaux de maintenance engagés cette année doivent finaliser la section méridionale. Au Niger, le tronçon allant de la frontière algé-

rienne à la frontière nigérienne est achevé, à l'exception d'une section entre le point kilométrique 0 et Assamaka, « en cours de travaux » et « très bien avancée », selon Ould Mohammedi, « avec une finalisation attendue cette année. Côté nigérien, l'infrastructure est déjà achevée et comporte des sections autoroutières. » Abordant les branches secondaires qui présentent des situations contrastées, Ould Mohammedi dira que « la liaison vers la Tunisie est opérationnelle et le réseau tunisien de la transsaharienne, long de 699 kilomètres, est jugé en excellent état ». En revanche, « sur l'axe vers Bamako, il reste près de 400 kilomètres à réaliser, le CLRT accompagnant le Mali dans la recherche de financements ». Aussi, il révélera que « la branche Zinder-N'Djamena connaît des retards plus importants, plusieurs contrats engagés depuis des années n'ayant pas atteint leurs objectifs. Dans ce contexte, Alger a affiché son soutien à la réalisation de deux tronçons au Tchad, des équipes techniques s'étant déjà rendues sur le terrain. » Au-delà des chiffres, les discussions ont porté sur la transformation de la route en véritable corridor économique. « La transsaharienne est réalisée à plus de 90% », a souligné Ould Mohammedi, avant d'ajouter que «

l'intérêt de cette infrastructure, c'est d'aller vers un corridor économique intégré. » Pour lui, « la prochaine étape consiste à mettre en place un mécanisme permanent de concertation associant non seulement les travaux publics, mais aussi le commerce, le transport et les bases logistiques ». « Tous ces acteurs doivent se concerter », a-t-il insisté, estimant que le CLRT constitue « le cadre idoine » pour coordonner ces politiques. La dimension géographique a occupé une place centrale dans les débats. Selon lui, « les pays enclavés membres du comité dépendent traditionnellement des ports du golfe de Guinée pour leur approvisionnement ». Selon le secrétaire général du CLRT, l'accès aux ports algériens via le réseau transsaharien peut leur faire « économiser plus de deux semaines », ce qui représente à la fois un gain de temps et une réduction des coûts logistiques. « Deux semaines, c'est de l'argent », a-t-il résumé. Le CLRT voit également dans les nouvelles connexions régionales un prolongement naturel du corridor. Ould Mohammedi a indiqué que « la route Tindouf-Zouerate, longue de 840 kilomètres entre l'Algérie et la Mauritanie, ouvrira un accès supplémentaire vers le Sénégal et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Reliée

à l'autoroute Est-Ouest et au réseau transsaharien existant, cette infrastructure doit renforcer l'accessibilité aux grands ports algériens et diversifier les itinéraires commerciaux du Sahel. Sur le plan technique, le comité affirme « disposer d'une base commune de normes et de compétences ». « Composé d'experts des infrastructures et des travaux publics issus des États membres, dont nombre ont été formés dans les écoles algériennes, il estime que les mêmes règles d'ingénierie sont appliquées sur l'ensemble du réseau », explique Ould Mohammedi. L'invité de la Radio algérienne dira encore que « les participants ont retenu une priorité claire, à savoir achever les derniers tronçons manquants, consolider la maintenance des sections déjà ouvertes et surtout passer d'une logique d'infrastructure à une logique de corridor économique intégré », précisant que « la route transsaharienne, conçue dans les années 1960 comme un grand axe de désenclavement continental, entre ainsi dans une nouvelle phase où la performance logistique, la coopération intersectorielle et l'accès aux marchés deviennent aussi importants que l'achèvement du bitume. »

R.E.

El-Kseur (Béjaïa)

Un pôle économique émergent

IDIR MEHDAOUI

Cette nouvelle impulsion se traduit par le lancement et le suivi de plusieurs projets majeurs touchant aux infrastructures, à l'aménagement urbain et à l'accompagnement des investissements. Ces efforts contribuent à renforcer l'attractivité de la ville, à créer un environnement favorable aux entreprises et à répondre aux attentes croissantes des citoyens, comme le souligne le chef de daïra, Samaoui Abdelkader. La ville est desservie par la pénétrante autoroutière reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest, un axe stratégique qui renforce considérablement son attractivité économique et facilite les échanges commerciaux. El-Kseur dispose également d'une gare ferroviaire connectée au réseau national, favorisant la mobilité des voyageurs et le transport des marchandises. Avec une population d'environ 40 000 habitants, El-Kseur bénéficie d'une situation géographique privilégiée, proche de Béjaïa, de son port et des principaux axes routiers. La commune dispose actuellement de deux zones économiques : une Zone d'Activité Commerciale (ZAC) et une zone industrielle opérationnelle. Ces espaces accueillent des entreprises dans différents secteurs. « Une mini-ZAC devrait prochainement être mise en service, renforçant ainsi l'activité économique locale et offrant de nouvelles opportunités aux investisseurs », indique-t-il. Un troisième site économique est actuellement en cours d'aménagement et sera bientôt opérationnel. Cette nouvelle zone industrielle devrait attirer près de 175 investisseurs, favorisant la création d'emplois directs et indirects et contribuant à la diversification et à la modernisation du tissu industriel local, notamment dans l'agroalimentaire, le textile et la logistique. Parallèlement, El-Kseur se développe comme un pôle universitaire majeur, notamment à Berchiche, avec quatre cités universitaires offrant

Située à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Béjaïa, El-Kseur s'affirme progressivement comme un pôle économique émergent. Longtemps reconnue pour son rôle commercial et sa position stratégique dans la vallée de la Soummam, la ville connaît aujourd'hui une transformation portée par l'essor industriel et le développement universitaire.



environ 10 000 lits et un campus pédagogique pouvant accueillir 6 000 étudiants. L'expansion urbaine et le développement des infrastructures publiques accompagnent cette croissance. De nouveaux quartiers résidentiels, des équipements renforcés et des services modernisés améliorent le cadre de vie des habitants tout en préparant la ville aux défis économiques et sociaux à venir. Parmi les extensions

urbaines qui ont marqué l'évolution de la ville figure le lotissement Akal Aberkan, créé au début des années 2000. Ce quartier a contribué à l'extension harmonieuse du tissu urbain et à l'amélioration de l'offre de logements. Samaoui a également souligné les progrès réalisés dans le secteur du logement : « Plusieurs programmes de logements ont été achevés ces dernières années, permettant à de nombreux bé-

néficiaires de recevoir les clés de leur nouveau logement. Dans cette continuité, la construction de 350 logements sociaux est actuellement en cours ». Il a ajouté que « ce projet devrait améliorer les conditions de vie de nombreuses familles et répondre en partie à la forte demande de logements dans la commune ». Le secteur sportif bénéficie également de projets ambitieux. La commune devrait accueillir un stade moderne d'une capacité de 30 000 places, un équipement structurant qui favorisera la pratique sportive, l'organisation de compétitions régionales et nationales, et renforcera l'attractivité de la ville. Des efforts sont également menés pour améliorer les infrastructures de transport et les services publics. À cet effet, un terrain communal situé à l'entrée est de la ville a été officiellement transféré à la Direction des Transports. Selon le chef de daïra, « ce site a été attribué pour la construction d'une gare routière destinée aux transporteurs, dans le but d'améliorer l'organisation du trafic et des services de transport dans la commune ». Dans le domaine de la santé, le projet de Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) demeure l'une des infrastructures les plus attendues par la population de la wilaya de Béjaïa. Évoquant l'état d'avancement du dossier, M. Samaoui Abdelkader souligne : « Le projet du CHU d'El-Kseur est maintenu et figure parmi les opérations stratégiques appelées à renforcer l'offre de soins dans la région et à améliorer la prise en charge des patients. » Il ajoute que « cette infrastructure sanitaire d'envergure contribuera également au développement de la formation universitaire et de la recherche médicale, tout en répondant aux besoins croissants de la population de la wilaya de Béjaïa et des régions voisines. » Avec ses projets structurants, ses infrastructures en développement et son potentiel humain et géographique, El-Kseur se positionne comme l'un des centres émergents les plus prometteurs de la région de Béjaïa et du nord-est algérien.

Tissemsilt

Près de 100 millions DA pour le renforcement du réseau électrique

Le programme prévoit la réalisation de 11 postes de transformation électrique, dont 6 ont déjà été installés, tandis que les travaux se poursuivent pour l'achèvement des cinq restants.

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Tissemsilt a mobilisé une enveloppe financière d'environ 100 millions de dinars pour la réalisation de plusieurs projets destinés au renforcement du réseau de distribution électrique à travers les communes de la wilaya, en prévision de la saison estivale 2026, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de l'entreprise.

Le directeur local de la distribution, Ahcene Tansaout, a indiqué lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'entreprise que cette enveloppe s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement de Sonelgaz, visant la mise en œuvre de plusieurs opérations de développement du réseau électrique. Selon le responsable, le programme prévoit la réalisation de 11 postes de transformation électrique, dont 6 ont déjà été installés, tandis que les travaux se poursuivent pour l'achèvement des cinq restants.

Il a également précisé que plus de 30 opérations de renouvellement du réseau électrique sont en cours sur une distance totale estimée à 70 kilomètres à travers les 22 communes de la wilaya. A ce jour, 23 opérations ont été finalisées, tandis que 11 autres sont en cours de réalisation à des taux d'avancement jugés avancés. Ces projets visent, selon le même respon-

sable, à améliorer la qualité et la continuité de l'alimentation en énergie électrique, en prévision de la hausse attendue de la demande durant la période estivale.

Par ailleurs, 134 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique en 2025 dans le cadre du programme complémentaire de développement de la wilaya, notamment dans son volet relatif au soutien du secteur agricole. Cette opération vise à renforcer la production agricole et à encourager l'investissement. Durant la même période, plus de 1.213 logements, y compris dans des zones isolées, ont été raccordés à l'électricité à travers 89 projets inscrits dans le cadre du programme présidentiel.

Concernant l'alimentation en gaz naturel, plus de 4.350 logements ont été raccordés au réseau en 2025 à travers 78 projets, dont plusieurs ont concerné des zones reculées, contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans le cadre de la prévention des risques liés aux intoxications au monoxyde de carbone durant la saison hivernale, les services de Sonelgaz ont procédé à l'installation de plus de 146.772 détecteurs au cours de la même période. Enfin, le taux de couverture en électricité et en gaz naturel dans la wilaya de Tissemsilt a atteint 90 %, un des niveaux les plus élevés à l'échelle nationale, grâce aux investissements réalisés dans le cadre du programme complémentaire de développement, souligne-t-on.

Plus de 100 millions de DA investis à Aïn Temouchent

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) d'Aïn Temouchent a réalisé plusieurs projets, pour lesquels une enveloppe financière de plus de 100 millions de dinars a été mobilisée, afin de répondre à la demande croissante en électricité durant la saison estivale, a indiqué, mardi, le directeur de la Distribution de la wilaya, M. Rahou Boutkhil.

Le même responsable a précisé que, depuis le début de l'année en cours, 16 transformateurs électriques ont été réalisés et mis en service dans plusieurs communes de la wilaya, dans le but d'améliorer la qualité de l'alimentation électrique et de renforcer le réseau à travers l'ensemble du territoire de la wilaya d'Aïn Temouchent. Par ailleurs, 15 transformateurs électriques ont fait l'objet d'opérations de réhabilitation et de rénovation, contribuant ainsi à améliorer les performances du réseau et à réduire les risques de pannes et de coupures durant la période estivale. La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Aïn Temouchent s'est également renforcée, cette année, avec la mise en service d'un poste de transformation et de distribution électrique de 60/30 kV dans la commune d'Aïn Larbâa. Cette infrastructure contribue de manière significative à l'amélioration des performances du réseau électrique de la wilaya et à la satisfaction de la demande croissante en énergie, particulièrement en été, a expliqué la même source. Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, un programme spécifique de maintenance des installations de transport d'électricité a été mis en œuvre. Celui-ci a concerné huit postes de transformation électrique, ainsi que l'entretien des lignes électriques alimentant les usines de dessalement d'eau de mer et la maintenance de 198 kilomètres de réseaux électriques, a indiqué M. Boutkhil.

Par ailleurs, un plan d'action de terrain a été déployé dans le cadre de la prévention des incendies de forêt afin de protéger les réseaux électriques. Cette opération a notamment consisté à élaguer les arbres situés à proximité des lignes électriques aériennes. Les travaux ont été achevés au cours du mois de mai dernier, a-t-on précisé.

Smartphones

L'IA générative au service des personnes aux besoins spécifiques

L'IA générative transforme le smartphone en véritable assistant d'autonomie pour les personnes aux besoins spécifiques ouvrant de nouvelles perspectives d'accessibilité au quotidien. Le smartphone devient ainsi un compagnon d'inclusion numérique.

PAR AMEL B

L'intelligence artificielle générative s'impose progressivement dans les smartphones de nouvelle génération, ouvrant de nouvelles perspectives pour les personnes aux besoins spécifiques. Longtemps limitées aux assistants vocaux et aux outils de reconnaissance de texte, les fonctions d'accessibilité connaissent aujourd'hui une transformation majeure grâce aux capacités de l'IA. Les derniers smartphones intègrent désormais des outils capables de décrire automatiquement l'environnement d'un utilisateur malvoyant, d'identifier des objets à travers la caméra ou encore de lire et résumer des documents en temps réel. Ces fonctionnalités permettent un accès plus autonome à l'information et facilitent les activités du quotidien.

Pour les personnes malentendantes, l'IA générative apporte également des avancées significatives. Les systèmes de transcription instantanée convertissent désormais les conversations en texte avec une précision croissante, tandis que les outils de traduction en temps réel facilitent la communication entre des personnes parlant différentes langues. Les utilisateurs souffrant de troubles cognitifs ou de difficultés d'apprentissage bénéficient également de nouvelles aides numériques. Les assistants intelligents peuvent reformuler des textes complexes en langage plus simple, résumer de longs documents ou aider à la rédaction de messages et de courriels. Ces fonctions contribuent à réduire certaines barrières à l'accès à l'information.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, plus de 1,3 milliard de personnes vivent avec une forme de handicap dans le monde. Dans ce contexte, les innovations développées par les géants de la technologie sont perçues comme

un levier important pour favoriser l'inclusion numérique. Les nouveaux outils d'IA embarqués dans les smartphones permettent également un contrôle plus intuitif des appareils grâce à la voix. Les commandes vocales deviennent plus naturelles et plus précises, offrant davantage d'autonomie aux personnes présentant des limitations motrices. Cependant, les spécialistes de l'accessibilité rappellent que ces avancées ne doivent pas occulter certains défis. Les systèmes d'intelligence artificielle peuvent encore commettre des erreurs d'interprétation et reproduire des biais liés aux données utilisées pour leur entraînement. Les experts plaident ainsi pour une conception inclusive associant les personnes concernées dès le développement des technologies. Malgré ces limites, l'IA générative apparaît comme l'une des innovations les plus prometteuses de ces dernières années en matière d'accessibilité. En transformant les smartphones en véritables assistants personnels intelligents, elle contribue à renforcer l'autonomie et la participation des personnes aux besoins spécifiques dans la vie quotidienne.

A.B



Conférence à Tipasa L'intégration de l'IA dans la formation pédagogique des médecins

L'intégration des outils d'Intelligence artificielle (IA) dans la formation pédagogique des médecins a été au cœur d'une conférence animée mardi à l'université de Tipasa par le professeur algérien Elias Zerhouni. S'exprimant devant les étudiants de l'annexe de médecine de l'Université de Tipasa, le Pr. Zerhouni a souligné l'importance croissante de l'IA et des technologies modernes dans l'enseignement et la pratique médicale. Selon le chercheur, en visite à l'université à l'invitation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'IA et l'évolution rapide des technologies modernes contribuent à l'obtention de résultats remarquables. Il a, à ce titre, exhorté les étudiants de l'annexe de médecine à s'adapter à ces mutations et à renforcer leurs efforts personnels d'apprentissage en s'appuyant sur leurs compétences et leurs talents. A cette occasion, l'université a présenté «TechRIH», une plateforme numérique algérienne dédiée à l'enseignement médical, développée par deux (2) start-up en partenariat avec l'Université de Saïda et un groupe économique privé. Utilisée depuis novembre 2025 à l'annexe de médecine de Tipasa, cette solution s'inscrit dans la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur visant à moderniser les outils pédagogiques universitaires. Selon le directeur de l'annexe de médecine de l'université de Tipasa, Pr. Kamel Bouaita, la plateforme «TechRIH» (table de dissection virtuelle), désormais déployée dans l'ensemble des facultés de médecine du pays, constitue une plateforme interactive de simulation offrant aux étudiants et aux spécialistes des informations médicales précises.

ONU

Mise en garde contre un essoufflement des progrès en faveur des personnes handicapées

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde, mardi à New York, contre un essoufflement des progrès réalisés en matière de droits des personnes handicapées, malgré les avancées enregistrées durant les deux dernières décennies grâce à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. S'exprimant à l'ouverture de la 19e session de la Conférence des Etats parties à la Convention, qui se tient au siège de l'ONU jusqu'à jeudi, M. Guterres a salué les progrès accomplis depuis l'adoption de ce traité international en 2006. Il a souligné que la Convention, ratifiée par 192 Etats et une organisation régionale, a «contribué à faire évoluer la perception du handicap, en privilégiant une approche fondée sur les droits humains plutôt que sur l'assistance».

Il a relevé que plus de 90 % des pays disposent désormais de lois garantissant les droits des personnes handicapées, tandis que près de 80 % interdisent les discriminations à l'embauche et que les trois quarts ont adopté des mesures favorisant l'inclusion des élèves et étudiants handicapés. «Ces avancées ont permis à des millions de personnes d'accéder davantage à l'éducation, à l'emploi et à une plus grande autonomie», a-t-il fait observer. Toutefois, M. Guterres a estimé que les progrès «de meurent insuffisants» face aux défis persistants, rappelant que les personnes handicapées «continuent d'accuser un retard sur la quasi-totalité des indicateurs liés aux Objectifs de développement durable (ODD)». Le secrétaire général de l'ONU a également averti que les conflits, les catastrophes climatiques et la hausse du coût de la vie affectent de manière disproportionnée les personnes handicapées, souvent parmi les premières à perdre leur emploi ou l'accès aux services essentiels lors des crises.

La conférence met l'accent sur trois priorités : la lutte contre les violences, le renforcement des systèmes de soutien et de soins, ainsi que la participation à la vie publique. Concernant les violences, M. Guterres a dénoncé une «situation préoccupante», citant des données onusiennes selon lesquelles «un tiers des enfants handicapés sont victimes de négligences ou de violences émotionnelles et physiques».

Il a appelé à ce propos, les Etats à renforcer les mécanismes de signalement et à garantir un accès effectif à la justice pour les victimes. Sur le plan des soins, le responsable onusien a plaidé pour davantage d'investissements dans les services de réadaptation, les technologies d'assistance, les logements accessibles et les transports adaptés. «Le monde y gagne lorsque chacune et chacun peut mettre ses compétences au service de l'humanité et poursuivre ses rêves», a-t-il conclu.

CHLEF

Vers le lancement d'un site web pour la découverte virtuelle des sites touristiques

La wilaya de Chlef s'apprête à renforcer son offre de tourisme numérique avec le lancement prochain d'un site web permettant la visite virtuelle de ses principaux sites touristiques et patrimoniaux, a-t-on appris mardi de la Direction du tourisme et de l'artisanat, initiatrice de l'opération. Selon le directeur du secteur, Rachid Bendouda, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la valorisation des potentialités touristiques, historiques et culturelles de la wilaya, tout en contribuant à l'attraction de touristes de différentes régions du pays et de l'étranger. Le portail permettra, dans une première phase, de dé-

couvrir à distance cinq (5) sites emblématiques de la wilaya, à savoir les phares de Sidi Merouane et de Colombi, Mama Binat, les cascades de Traghnia et la forêt de Bissa. D'autres sites et vestiges archéologiques seront intégrés ultérieurement. Le responsable a également annoncé la mise à jour de l'application «Marhaban fi Chlef» (Bienvenu à Chlef), qui recense désormais 47 circuits touristiques. Disponible sur les plateformes de téléchargement, cette application sert de guide numérique pour orienter les visiteurs dans le choix de leurs destinations et itinéraires.

Par ailleurs, la Direction du tourisme et de l'artisanat a organisé cette semaine une session de formation au profit des guides touristiques afin de les familiariser avec la plateforme et l'application «Atriguide», destinées à promouvoir et à numériser l'activité de guidage touristique, selon la même source. La Direction du secteur ambitionne de porter le nombre de circuits touristiques à 50 d'ici la fin de l'année en cours, afin de renforcer l'attractivité de Chlef comme destination touristique intérieure et balnéaire, tout en valorisant son patrimoine culturel et son artisanat.

TIMIMOUN

Une session de formation au profit de 90 guides touristiques

Pas moins de 90 guides touristiques non-agrèés de la wilaya de Timimoun ont bénéficié d'une session de formation spécialisée, a-t-on appris mardi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). Initiée en coordination avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, cette session s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir le tourisme saharien et à renforcer les capacités des

acteurs du tourisme dans la région, a précisé le directrice du secteur, Yamina Temam. Et d'ajouter que le guide touristique joue un rôle essentiel dans la valorisation de la destination touristique en attirant davantage de visiteurs, grâce à son professionnalisme. Cette formation a abordé plusieurs thèmes destinés à améliorer les connaissances des participants, notamment les techniques d'accueil, les premiers secours, la

sécurité, la communication, les compétences linguistique, ainsi que les connaissances relatives au patrimoine culturel et aux coutumes et traditions locales, a-t-elle poursuivi. La DTA prévoit d'organiser une session de formation similaire au profit de 150 guides non-agrèés, une fois tous les préparatifs sont achevés, a-t-on indiqué de même source.

PAKISTAN

8 TERRORISTES ÉLIMINÉS DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Huit terroristes ont été éliminés par les forces de sécurité pakistanaises, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du Pakistan, ont rapporté mardi des médias locaux. Les terroristes ont été abattus alors qu'ils tentaient de s'emparer d'un poste de contrôle, ont indiqué les mêmes sources, ajoutant que six agents de la police fédérale ont été également tués lors de cette attaque.

Les faits se sont produits dans le district de Peshawar, frontalière de l'Afghanistan. La tentative de prise de contrôle a été déjouée, et huit terroristes ont été tués par les tirs de riposte. Quatre agents de police ont été blessés et trois ont été pris en otage également.

Les forces de sécurité pakistanaises ont éliminé 2.597 terroristes en 2025, selon les autorités militaires pakistanaises. Au cours de cette période, 5.397 attaques terroristes ont été recensées sur le territoire pakistanaise, faisant 1.235 morts. Plus de 70% des attentats ont eu lieu dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest, et environ 29% dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays, selon les mêmes sources.

MAURITANIE PLUS DE 1.000 MIGRANTS CLANDESTINS SECOURUS EN DIX JOURS

Plus de 1.000 migrants clandestins ont été secourus au large des côtes mauritaniennes au cours des dix derniers jours, ont indiqué mardi les garde-côtes du pays, faisant état d'une reprise des départs sur la route migratoire de l'Atlantique.

Selon les autorités maritimes, les opérations de sauvetage ont concerné plusieurs embarcations transportant des migrants qui tentaient de rejoindre l'Europe par voie maritime dans des conditions précaires. La route atlantique reliant les côtes de l'Afrique de l'Ouest à l'archipel espagnol des Canaries demeure l'une des voies migratoires les plus dangereuses au monde. Malgré les risques liés à la traversée, des milliers de personnes continuent chaque année de prendre la mer dans l'espoir d'atteindre le continent européen. Le 2 mai dernier, Nouakchott avait annoncé le démantèlement de 88 réseaux internationaux de passeurs impliqués dans le trafic de migrants africains vers l'Europe depuis le territoire mauritanien.

Centrafrique

Plus de 2 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë

Plus de deux millions de personnes, soit près d'un tiers de la population de la République centrafricaine, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une assistance urgente, ont indiqué, mardi, les Nations unies.

Selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 2,01 millions de personnes sont actuellement classées en phase de crise ou pire (Phase 3 ou plus). Parmi elles, environ 262.000 personnes se trouvent en situation d'urgence (Phase 4) tandis que 1,75 million sont en phase de crise (Phase 3). Le rapport souligne que les personnes déplacées internes, les réfugiés, les communautés hôtes ainsi que les ménages pauvres dépendant principalement des marchés pour leur approvisionnement alimentaire figurent parmi les catégories les plus touchées. L'analyse révèle également que 18 sous-préfectures enregistrent des taux particulièrement élevés d'insécurité alimentaire aiguë, avec au moins la moitié de leur population confrontée à une situation de crise ou pire. Les sous-préfectures de Mingala, Zangba et Ouandja figurent parmi les zones les plus affectées, où plus de 55 % des habitants sont concernés. L'ONU, à travers ses agences, attribue cette situation à plusieurs facteurs, notamment la hausse persistante des prix des denrées alimentaires, la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, l'accès limité aux marchés et l'insuffisance des stocks alimentaires. Ces difficultés sont aggravées par l'insécurité persistante, les déplacements de populations et les fragilités structurelles de l'économie nationale. Les chocs climatiques, tels que les inondations, outre les maladies, continuent également de compromettre la production agricole et la disponibilité alimentaire. Toutefois, l'IPC relève une amélioration modérée par rapport aux projections publiées en octobre 2025, lorsque 2,2 millions de personnes, soit 35 % de la population, étaient classées en phase 3 ou plus. Cette évolution représente une baisse d'environ 288.000 personnes exposées à une insécurité alimentaire aiguë. Selon les Nations unies, cette amélioration s'explique notamment par de meilleures perspectives de production agricole, des opportunités accrues de travail et de subsistance, ainsi qu'un niveau d'assistance humanitaire supérieur aux prévisions initiales pour la période d'avril à août 2026. Malgré cette tendance positive, les agences de l'ONU mettent en garde contre la persistance de nombreux facteurs de risque susceptibles d'ag-

graver la situation. Elles citent notamment la poursuite des conflits armés, les déplacements continus de population, la cherté des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que la dégradation des infrastructures routières.



LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA EN AFRIQUE L'UE débloque 16,5 millions d'euros

L'Union européenne (UE) va débloquer 16,5 millions d'euros supplémentaires pour faire face à l'épidémie de fièvre Ebola en République démocratique du Congo (RDC) et en Ouganda, a annoncé la Commission européenne. «La commissaire à la gestion des crises, Hadja Lahbib, a annoncé 16,5 millions d'euros d'aide supplémentaire de l'UE pour endiguer l'épidémie d'Ebola», a indiqué le communiqué de la Commission européenne. Cette nouvelle enveloppe prévoit 6,5 millions d'euros pour équiper les soignants, former le personnel médical et améliorer le diagnostic. 5 millions d'euros supplémentaires seront versés à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour renforcer la surveillance épidémiologique et l'accès aux équipements de protection. Les 5 millions restants serviront à acheter et à envoyer des kits de tests rapides et de laboratoire

dans les zones touchées. Cette décision fait suite à la visite de Hadja Lahbib en RDC et à ses rencontres avec les responsables de l'Union africaine et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies en Ethiopie. En mai, la Commission européenne avait déjà alloué 15 millions d'euros pour l'aide humanitaire d'urgence liée à l'épidémie. Les autorités congolaises ont officiellement déclaré le début de l'épidémie le 15 mai. Le même jour, le ministre ougandais de la Santé a confirmé un cas dans le pays. Le 17 mai, l'OMS a classé l'épidémie comme une urgence de santé publique de portée internationale. Selon les derniers chiffres des autorités congolaises, 550 cas confirmés d'Ebola ont été enregistrés, dont plus de 100 décès. En Ouganda, on dénombre 19 cas confirmés et 2 décès.

PHILIPPINES

Le bilan du puissant séisme s'alourdit à 46 morts

Le bilan du violent séisme qui a frappé le sud des Philippines s'est alourdi à 46 morts, tandis que les équipes de secours poursuivent leurs opérations pour retrouver les personnes toujours portées disparues sous les décombres. La secousse, d'une magnitude de 7,8, s'est produite lundi au large de l'île de Mindanao, dans le sud de l'archipel. Le tremblement de terre a provoqué l'effondrement de nombreux bâtiments, endommagé des infrastructures et déclenché plusieurs glissements de terrain dans différentes régions de l'île. Selon l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le nombre de victimes a atteint 46 morts mercredi. Les autorités font également état de 17 personnes toujours portées disparues et de plus de 450 blessés. Un précédent bilan faisait état de 32 décès seulement, mais les recherches menées dans les zones les plus touchées ont permis de découvrir de nouvelles victimes. La province de Sarangani figure parmi les régions les plus durement frappées par la catastrophe. Les opérations de secours y sont particulièrement complexes en raison de l'état des routes et de l'isolement de certaines localités, qui ne sont accessibles que par hélicoptère. Les efforts des sauveteurs sont également ralentis par les nombreuses répliques qui continuent de secouer la région depuis le séisme principal. Ces secousses secondaires représentent un risque supplémentaire pour les équipes de secours ainsi que pour les habitants des zones sinistrées. « Il y a encore des répliques, les secouristes sont donc très prudents dans leur approche. C'est un défi », a déclaré Rodrigo Sosmena, responsable régional de la défense civile, lors d'un point de presse. Les autorités philippines poursuivent l'évaluation des dégâts matériels et la distribution d'une aide d'urgence aux milliers de personnes affectées par cette catastrophe naturelle. Le gouvernement a également mobilisé des moyens supplémentaires afin d'accélérer les recherches et d'apporter une assistance aux familles sinistrées.

INTEMPÉRIES

EN AFGHANISTAN PLUS DE 300 MORTS EN DIX SEMAINES

Les intempéries ont fait au moins 301 morts et 385 blessés, et causé des dégâts considérables en Afghanistan, durant les dix dernières semaines, ont rapporté mardi des médias, citant l'Office national de gestion des catastrophes.

Selon un porte-parole de l'office, les intempéries ont lourdement endommagé les infrastructures. Environ 2.000 maisons ont été entièrement détruites et près de 7.200 autres partiellement endommagées. Quelque 580 kilomètres de routes ont été emportés et 12.300 hectares de terres agricoles ont été inondés ou détruits, a-t-il indiqué, ajoutant qu'au total, 18.800 foyers ont été touchés à travers le pays.

NIGERIA 4 MORTS ET 24 BLESSÉS LORS DU DÉRAILLEMENT D'UN TRAIN

Au moins quatre personnes ont trouvé la mort et 24 autres ont été blessées lors du déraillement d'un train de voyageurs dans la région du Delta, dans le sud du Nigeria, a déclaré mardi un haut responsable des Transports. Funsho Adebisi, secrétaire permanent du ministère fédéral des Transports, a déclaré lors d'une conférence de presse à Abuja qu'au total 482 personnes, dont 442 passagers et 40 membres d'équipage, se trouvaient à bord du train Warri-Itakpe lorsque l'accident s'est produit près d'Agbor, dans l'État du Delta, lundi. Les premières constatations ont montré que quatre wagons se sont renversés et qu'un wagon a déraillé. M. Adebisi a indiqué que les opérations de sauvetage, lancées immédiatement après l'accident, sont désormais terminées, et que les autorités ont ouvert une enquête approfondie sur les causes de la catastrophe.

«Nous sommes prêts à débiter ce tournoi»

Arrivés hier soir à Kansas City pour poursuivre leur préparation en vue de la Coupe du monde 2026. Les Fennecs semblent plus déterminés que jamais à réaliser une belle performance dans cette compétition planétaire, notamment pour leur retour après 12 ans d'absence sur la scène mondiale. Parmi les joueurs qui se sont exprimés à leur arrivée, Rayan Aït Nouri n'a pas hésité à afficher son enthousiasme à quelques jours du début du tournoi.

Au micro de beIN Sports, le latéral gauche des Verts a d'abord souligné l'importance du rendez-vous qui attend la sélection nationale aux States.

«Ce sera un beau tournoi. Nous savons que c'est une grande compétition et nous allons essayer de donner le meilleur de nous-mêmes. Nous verrons ensuite ce qui se passera», a-t-il déclaré.

Interrogé ensuite sur l'attente des supporters algériens pour cette première participation au Mondial depuis celle de 2014 au Brésil, le numéro 21 de Manchester City a reconnu l'impatience qui anime l'ensemble du groupe.

«Nous sommes très excités à l'idée de commencer cette compétition. Nous nous sommes très bien préparés et nous avons beaucoup travaillé durant les dernières semaines», a assuré le joueur de 25 ans.



LA COUPE DU MONDE 2026 S'OUVRE AUJOURD'HUI À MEXICO L'EN de football veut croire en ses chances

C'est à Mexico que bat le pouls inaugural de ce premier Mondial à 48 nations. La cérémonie d'ouverture débute ce jeudi soir à 20h00 locale, juste avant le match Mexique - Afrique du Sud. Côté scène, la FIFA a sorti le grand jeu : Shakira et Burna Boy interprètent l'hymne officiel «Dai Dai», épaulés par des stars latines comme Alejandro Fernández. Pourtant, les strass peinent à masquer les tensions locales. Secouée par de récents mouvements sociaux, la capitale est sous haute surveillance. Si la présidente Claudia Sheinbaum a garanti la sécurité autour du stade, c'est surtout de l'autre côté de la frontière, aux États-Unis, que le vernis de l'organisation a totalement craqué.

Le mur douanier américain : Officiels et journalistes indésirables

L'ambition d'une compétition fluide entre trois géants s'est fracassée contre la politique migratoire drastique de Washington. Premier scandale : le Somalien Omar Artan, considéré comme le meilleur arbitre africain actuel, a été refoulé à Miami. Devant ce camouflet, la FIFA a immédiatement capitulé, confirmant son exclusion du tournoi et refusant d'intervenir auprès des autorités américaines. Une passivité qui indigné le monde du football, alors qu'Artan a réagi avec classe, se disant concentré sur la suite de sa carrière.

La sélection irakienne a elle aussi vécu un calvaire. Son attaquant vedette Aymen Hussein a été retenu et cuisiné durant sept heures à Chicago pour une simple homonymie. Plus grave pour la liberté de la presse, le photographe officiel de la délégation irakienne a été purement et simplement expulsé après dix heures de détention par la police des frontières. L'indignation a franchi un cap avec le traitement infligé à l'Ouzbékistan. À son arrivée, la délégation a subi des fouilles d'une rigueur inhabituelle. Au cœur du malaise, le sélectionneur et légende italienne Fabio Cannavaro. Voir le Ballon d'or 2006 traité comme un sus-

Le coup d'envoi de la très controversée Coupe du monde 2026 est donné ce jeudi 11 juin à l'Estadio Azteca de Mexico. Si la fête s'annonce grandiose sur le plan populaire, ce tournoi co-organisé par le Mexique, les États-Unis et le Canada démarre sous haute tension. Entre zèle douanier américain, soupçons de discrimination, explosion des prix et alertes climatiques, la FIFA affronte déjà une tempête organisationnelle majeure.



pect à sidéré l'Italie. A sa sortie, l'ancien capitaine de la Squadra Azzurra a dénoncé un ciblage géopolitique évident : «Ils m'ont dit : «Ce sont les lois». Mais à la fin, il s'est avéré que seule notre sélection a été fouillée de la sorte», a-t-il fustigé, pointant une inégalité de traitement flagrante entre les pays.

Un Mondial pour riches sous la menace de la canicule

Aux déboires administratifs s'ajoute la colère des supporters face à des tarifs prohibitifs. La FIFA a encore augmenté le prix des billets : comptez 700 dollars pour un simple match de poule, et jusqu'à

8 680 dollars pour la finale. Une hausse brutale de 2 000 dollars qui exclut d'office le public populaire. Enfin, les acteurs du jeu vont devoir affronter un ennemi redoutable : le climat. Des rapports scientifiques alarmants prédisent que le seuil de dangerosité thermique (chaleur et humidité extrêmes) sera dépassé lors d'un quart des rencontres, exposant les joueurs à des coups de chaleur. Face au péril, la FIFA a dû imposer des pauses fraîcheur obligatoires à chaque mi-temps. Reste à savoir si cela suffira à sauver le spectacle sur le terrain, alors que les coulisses sont déjà bien sombres.

H.M.

L'AFRIQUE TOTALISE 37 VICTOIRES

Le Nigeria en tête du continent, l'Algérie troisième

À l'approche de la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet), les statistiques historiques publiées par la FIFA mettent en lumière le parcours des sélections africaines dans la plus prestigieuse des compétitions mondiales. Depuis la première participation d'une équipe africaine (Égypte) à la phase finale de la Coupe du monde en 1934, les représentants de la Confédération africaine de football (CAF) ont disputé un total de 162 rencontres jusqu'à la fin de l'édition Qatar 2022, enregistrant 37 victoires, 41 matches nuls et 84 défaites. Avec un taux de réussite de 23%, l'Afrique occupe la troisième place du classement des

confédérations en nombre de victoires, derrière l'UEFA (468 succès) et la CONMEBOL (185), mais devant la CONCACAF (34), l'AFC (25) et l'OFC (1). Le Nigeria est la nation africaine la plus victorieuse de l'histoire de la Coupe du monde avec six succès. Les Super Eagles devançant un groupe de quatre sélections comprenant chacune cinq victoires : le Cameroun, le Ghana, le Maroc et le Sénégal. L'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Tunisie comptent chacune trois victoires, tandis que l'Afrique du Sud en totalise deux.

Les Verts ont remporté leurs trois succès contre respectivement l'Allemagne (2-1) et le Chili (3-2)

lors de la Coupe du monde 1982 en Espagne, et face à la Corée du Sud (4-2) au Mondial 2024 au Brésil. Le football africain a connu plusieurs moments marquants au fil des éditions. Le Cameroun avait ouvert la voie pour atteindre les quarts de finale en 1990, avant que le Sénégal (2002), le Ghana (2010) ne réalisent à leur tour des parcours historiques. Pour rappel, l'Algérie avait réussi lors de sa dernière participation au Mondial-2014 de se qualifier pour la première fois de son histoire aux 8es de finale avant de s'incliner face au futur champion du monde de l'Allemagne après prolongation (2-1).

PARTICIPANT À SON CINQUIÈME MODIAL

Le grand retour des Verts par la grande porte

Douze ans après sa mémorable épopée brésilienne, la sélection nationale s'apprête à renouer avec le gotha du football mondial. Pour cette cinquième participation de leur histoire, les Verts s'invitent à un rendez-vous historique en Amérique du Nord, marqué par un format inédit à 48 équipes. Sous les ordres de Vladimir Petkovic, l'Algérie aborde cette phase finale avec de solides certitudes nées d'une campagne de qualification parfaitement maîtrisée (8 victoires, 1 nul, 1 défaite) et bonifiée par l'instinct de tueur de Mohamed Amoura, auteur de dix réalisations.

Un baptême du feu face aux champions du monde et des retrouvailles chargées d'histoire

Le tirage au sort a réservé un destin fascinant aux coéquipiers de Riyad Mahrez dans le groupe J. L'aventure débutera par un véritable séisme footballistique le 17 juin à Kansas City, face à l'Argentine de Lionel Messi. Les tenants du titre planétaire se présenteront avec l'armada qui a triomphé au Qatar pour défier l'arrière-garde algérienne.

Mais le sésame pour les seizièmes de finale se jouera également lors des deux joutes suivantes. El Khadra mettra le cap sur la baie de San Francisco le 22 juin pour affronter la Jordanie, le bleu de la compétition qui découvre ce niveau pour la première fois. Enfin, le choc du 27 juin contre l'Autriche de David Alaba à Kansas City prendra une résonance toute particulière.

La fraîcheur de la jeunesse au service des ambitions nationales

Ce duel face aux Autrichiens, de retour après 28 ans d'absence, réveillera fatalement les fantômes du Mondial 1982 et du sinistre «match de la honte» combiné avec la RFA, venu briser le rêve de la bande à Madjer et Belloumi malgré leur retentissant exploit initial (2-1).

L'ambition de l'encadrement technique est limpide : franchir un nouveau palier et faire oublier les treize matchs du bilan historique des Verts (3 victoires, 3 nuls, 7 défaites). Il s'agira d'imiter, ou même de surpasser, les héros de 2014 emmenés à l'époque par Rafik Halliche, Islam Slimani et Abdelmoumène Djabou, qui avaient fait trembler l'Allemagne en huitièmes de finale (1-2, a.p.).

Pour relever ce défi, Vladimir Petkovic a injecté du sang neuf. Si le retour d'expérience de Nabil Bentaleb stabilise l'entrejeu, c'est surtout l'émergence d'une nouvelle vague technique qui suscite l'engouement. Des pépites comme Anis Hadj Moussa, Ibrahim Maza, Adil Boulbina et Farès Chaïbi apportent l'insouciance nécessaire pour déjouer les pronostics. Le récent coup d'éclat en amical face aux Pays-Bas (1-0) à Rotterdam a prouvé que cette équipe avait le niveau pour rivaliser avec le top 10 mondial. L'ultime répétition générale face à la Bolivie permettra d'affûter les armes d'une Algérie bien décidée à jouer les trouble-fêtes de luxe cet été.

H.M.

Première du classement Fifa

L'Argentine craint de perdre le sacre Mondial

Après le Honduras (2-0), l'Argentine a signé une deuxième victoire en amical contre l'Islande (3-0), mardi à Auburn (Alabama), avant la Coupe du monde 2026. Une bonne manière de se rassurer et de se préparer à la défense de son titre décroché en 2022. Et l'Albiceleste l'abordera également avec une malédiction à briser. Car elle a récupéré la première place du classement Fifa (1877.27 points) lors de cette fenêtre de préparation en raison de la défaite de la France contre la Côte d'Ivoire (1-2) et du match nul de l'Espagne contre l'Irak (1-1), jeudi dernier. Les Bleus, qui avaient pris la première place en avril, ont chuté au 3e rang (1870.70 points) juste derrière l'Espagne, toujours deuxième (1874.71). Et ce retour sur le trône mondial n'est pas forcément une bonne nouvelle pour l'Albiceleste. Car jamais une nation classée première au classement Fifa juste avant une Coupe du monde ne l'a ensuite remportée. Ainsi, en 2022, le Brésil, premier avant le Mondial, s'était fait sortir en quart de finale par la Croatie (1-1, 4 t.a.b. 2). Les Argentins avaient décroché leur troisième étoile après une finale d'anthologie contre la France (3-3, 4 t.a.b. 2) après avoir abordé la compétition en troisième position. La France avait remporté le Mondial 2018 en l'ayant abordé seulement en 7e position dans la hiérarchie mondiale (alors dominée par l'Allemagne). Depuis la création de ce classement en 1992, aucun Mondial n'a été gagné par celui qui l'abordait en tête. En 1994, l'Allemagne, n°1, avait été sortie en quarts de finale alors que le Brésil, 3e, avait triomphé. Quatre ans plus tard, la Selecao n'avait pas honoré son statut de tenant du titre, ni de numéro 1 mondial en tombant en finale contre la France (3-0). Cela s'était encore répété en 2002 quand la France, elle aussi tenante du titre et numéro une, s'était pris les pieds dans le tapis dès les poules en regardant de loin le sacre du Brésil. En 2006 et en 2010, le Brésil avait de nouveau été frappé par cette malédiction avec deux éliminations en quarts de finale. En 2014, l'Espagne avait pris la porte dès le premier tour, tout comme l'Allemagne en 2018. En 2026, l'Argentine aimerait bien éviter pareille mésaventure. Elle débutera son Mondial le 16 juin contre l'Algérie à Kansas City pour une belle affiche.

Portugal

Beto croit en Cristiano Ronaldo

Cristiano Ronaldo s'apprête à conduire le Portugal vers sa sixième phase finale de Coupe du monde cet été, mais des interrogations subsistent quant à la durée pendant laquelle ce légendaire attaquant pourra encore évoluer au plus haut niveau. Son ancien coéquipier Beto s'est, aujourd'hui, exprimé sur la longévité du joueur de 41 ans et sur les chances de la Seleção de remporter enfin le plus grand trophée

A lors que la Coupe du monde 2026 se profile aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, tous les regards restent rivés sur Cristiano Ronaldo. La star d'Al-Nassr, qui devrait bientôt enrichir son palmarès de nouveaux records internationaux, pourrait toutefois disputer là son dernier Mondial. C'est l'avis de Beto, ancien international portugais ayant côtoyé le jeune Ronaldo à Sporting CP. Beto, qui a côtoyé le jeune Ronaldo au Sporting CP, a confié à l'agence Lusa: «La Coupe du monde sera la dernière pour Cristiano, mais je ne sais pas si ce sera sa dernière grande compétition, car il prend soin de lui et est très concentré sur son métier.»

Il a ajouté: «Les attentes sont toujours positives, il fait la différence et, pour moi, dans la surface, il continue d'être décisif et peut aider le Portugal. Mais aujourd'hui, personne ne gagne rien tout seul et il faut que le collectif soit bon, pas seulement Ronaldo.»

De grandes attentes pour la Seleção

Le Portugal aborde la compétition avec l'un des effectifs les plus talentueux de son histoire, ce qui a conduit Beto à le classer parmi les favoris pour le titre. Bien que le pays n'ait pas toujours dominé la Coupe du monde – son meilleur résultat étant une troisième place en 1966 –, on a de plus en plus le sentiment que l'équipe de Roberto Martinez pourrait enfin aller jusqu'au bout.

«Les attentes sont très élevées, car le Portugal dispose d'un effectif fantastique, avec de nombreuses options et un groupe très solide. Il devrait, et je pense qu'il va, tirer parti de cette formidable opportunité lors de cette Coupe du monde», analyse l'ancien défenseur.

«Outre le Portugal, il y a l'Espagne, la France, l'Argentine et, attention, l'Allemagne et l'Angleterre. Ce sont les équipes qui, selon moi, peuvent avoir leur mot à dire, sachant qu'il y a toujours des surprises dans ce genre de compétitions.»

Si Ronaldo demeure la figure de proue, Beto rappelle que le succès de la campagne reposera sur un noyau dur de joueurs au sommet de

leur art. Pour que le Portugal se fraye un chemin dans un groupe comprenant la RD Congo, l'Ouzbékistan et la Colombie, l'ancien joueur du Sporting estime que des leaders clés doivent répondre présent aux côtés du quintuple Ballon d'Or: «Diogo Costa doit être impeccable, Ruben Dias en défense, Bruno Fernandes, Vitorinha et le jeune João Neves au milieu, et bien sûr Cristiano en attaque», a-t-il déclaré. «Ensuite, tous ceux qui les entourent, qui possèdent déjà une carrière remarquable, doivent saisir ce moment collectif et se dépasser. Pour le Portugal, ce tournoi doit être une histoire de dépassement de soi.» L'aventure commence à Houston le 17 juin: le Portugal entame son parcours dans le groupe K face à la RD Congo. Sous la houlette de Roberto Martinez, qui dirige son dernier tournoi avant l'expiration de son contrat, la Seleção devra se frayer un chemin dans une poule difficile, également composée de l'Ouzbékistan et de la Colombie. L'accent reste résolument mis sur l'objectif 2026, indépendamment de l'avenir du sélectionneur et des rumeurs extérieures.



APRÈS AVOIR BATTU L'ARGENTINE EN 2022

L'Arabie saoudite pourra-t-elle rééditer l'exploit?

Se démarquer une nouvelle fois. Comme il y a quatre ans, l'Arabie saoudite a hérité d'un premier tour compliqué pour la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet). Placés dans le groupe H aux côtés de l'Espagne, du Cap-Vert et de l'Uruguay, les Saoudiens vont encore une fois devoir créer l'exploit pour atteindre les 16es de finale.

Bilan, effectif, points forts, points faibles, joueurs à suivre... RMC Sport vous explique tout ce qu'il faut savoir sur les Faucons verts. L'Arabie saoudite a terminé deuxième de son groupe derrière la Jordanie avec 4 victoires, un nul et une défaite. De ce fait, elle s'est qualifiée pour le troisième tour asiatique. Placée dans le groupe C avec le Japon, l'Australie, la Chine, Bahreïn et l'Indonésie. Au bout des dix journées, les Saoudiens ont fini troisième derrière le Japon et l'Australie et ont dû passer par un quatrième tour. Après avoir battu

l'Indonésie (3-2), les Faucons Verts se sont contentés d'un nul (0-0) face à l'Irak, qui leur a permis de finir premiers du groupe grâce à une meilleure différence de buts que les Lions de Mésopotamie. Une campagne longue et compliquée, qui permet tout de même à l'Arabie saoudite de disputer Mondial 2026.

61e au classement FIFA, soit la meilleure nation d'Asie, l'Arabie saoudite est derrière l'Afrique du Sud et devant le Burkina Faso. Les Saoudiens vont disputer leur septième Coupe du monde, et la troisième consécutive. En 1994, les Faucons verts s'étaient qualifiés pour les 8es de finale de la Coupe du monde, déjà organisée aux États-Unis. Il s'agit de leur meilleur résultat lors d'un Mondial. A l'échelle de son continent, l'Arabie Saoudite a remporté trois coupes d'Asie des nations, en 1984, 1988 et 1996. Lors de la Coupe du monde 2022, les joueurs d'Hervé Renard avaient été éliminés dès la phase des poules, malgré une

surprenante victoire 2-1 contre l'Argentine de Lionel Messi, championne du monde la même année. Lors de la dernière Coupe d'Asie des nations, l'Arabie saoudite a été éliminée en huitième de finale face à la Corée du Sud, aux tirs aux buts.

Des milliers de manifestants bloquent l'accès au stade de Mexico

Des milliers de manifestants bloquent mardi le principal accès au stade Aztèque, dans la capitale mexicaine, où doivent se tenir jeudi la cérémonie et le match d'ouverture de la Coupe du monde. Les autorités ont déployé des milliers de policiers, qui ont installé des barrières en béton et placé une remorque en travers de la voie pour empêcher leur progression vers le stade qui accueillera jeudi le match d'ouverture du Mondial entre le Mexique et l'Afrique du Sud.

A l'origine du mouvement, un groupe dissi-

dent du syndicat de l'éducation CNTE. Les enseignants mobilisés réclament une hausse des salaires et l'abrogation d'une loi sur les retraites. «On veut atteindre le stade», explique un manifestant, Angel Villalobos. «Le gouvernement a apporté certaines réponses, mais elles ne nous satisfont pas». Dans les rangs, la détermination reste intacte. «La lutte continue», lance un autre manifestant, Austreberto Flores.

Les manifestants campent aussi à proximité du Zocalo, la place centrale de Mexico, où une zone pour les supporters a été installée. Ils appellent déjà à de nouvelles actions jeudi, jour du match d'ouverture. Une perspective qui inquiète à quelques heures du lancement de la compétition. Face à la situation, la présidente Claudia Sheinbaum dénonce une «provocation». Les protestations incluent des blocages d'avenues et des destructions de statues liées à la Coupe du monde.

LES MOTS CROISÉS

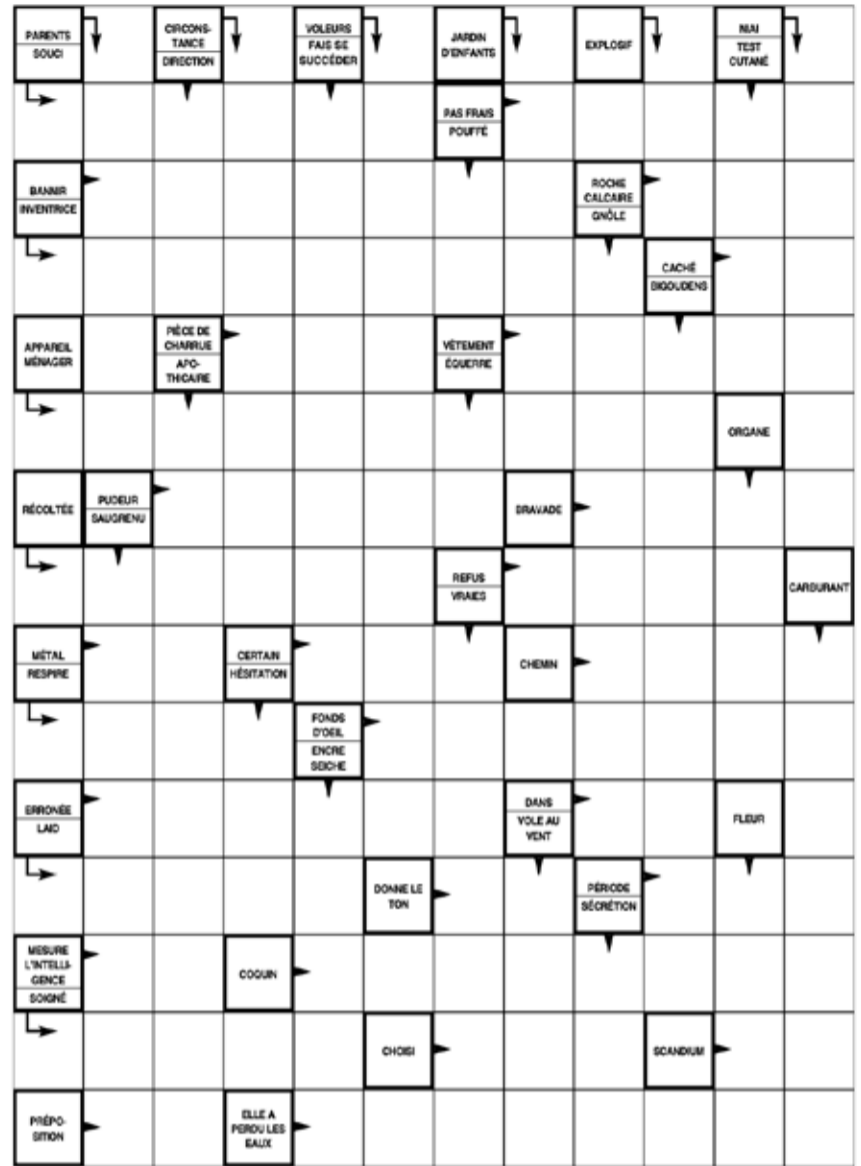
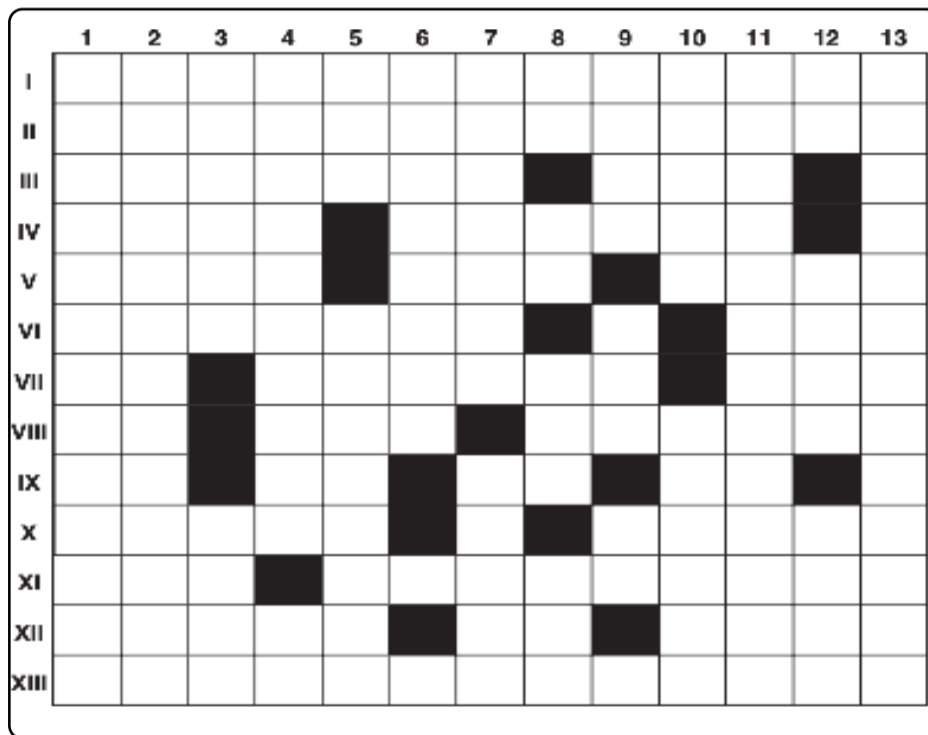
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

VERTICALEMENT

1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthièvre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant coureur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un meuble et en double. Pronom personnel. Créée en 1874, son siège se trouve à Berne. Celui du temps est forcément d'actualité. 9. Il fut en 1959 le créateur de Boule et Bill. Lettre grecque. Démonstratif. 10. En faisait forcément voir de toutes les couleurs. Difformes. 11. Il peut être amené à donner son avis sur le comportement des vieilles et sur leur environnement. 12. Interjection. Ne fus donc pas en odeur de sainteté. En métal, en bois, en toile ou en plastique, tout dépend à quoi il sert. 13. Permet d'éviter les échauffements.



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : **MOTEUR DE RECHERCHE**

- | | | | | |
|------------|-----------|-----------|-----------|------------|
| AIKIDO | COOKIE | KETCHUP | LOUKOUM | POLKA |
| ASHKENAZES | JACKPOT | KILOMETRE | MARKETING | SANSKRIT |
| BABOUCHKA | JOKER | KIPPA | MIKADO | SKIPPER |
| BASKET | KABYLE | KIPPOUR | MOKA | STEAK |
| BIKINI | KAPOK | KOPECK | NICKEL | STOCK |
| BOOKMAKER | KARSTIQUE | KOSOVARS | OUKASE | SUDOKU |
| BUNKER | KEFFIEH | KURDE | PANCAKE | TROTSKISTE |
| CHAPKA | KEPI | KYSTE | PAPRIKA | |



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



DU 13 AU 16 JUIN AU THÉÂTRE NATIONAL MAHIEDDINE-BACHTARZI

Le Festival européen de musique revient à Alger pour une 26e édition

Le Festival européen de musique signe son retour à Alger pour une 26e édition placée sous le signe de la diversité et des échanges culturels. Pendant quatre soirées, des artistes venus de plusieurs pays européens et d'Algérie proposeront un programme mêlant jazz, pop, électro, rumba, folk et musiques du monde.



NASSIM TERKI

Le Festival européen de musique fera son retour du 13 au 16 juin au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi d'Alger, avec une programmation réunissant des artistes d'Algérie et de plusieurs pays européens autour d'une grande diversité de styles musicaux.

Organisé depuis l'an 2000 par la Délégation de l'Union européenne en Algérie, ce rendez-vous culturel s'est progressivement imposé comme un espace de rencontre entre les scènes musicales européenne et algérienne. Durant quatre soirées, à partir de 19h, le public pourra assister à une série de concerts mettant en lumière des artistes venus d'Espagne, d'Italie, du Danemark, de Suède, de Croatie, de Malte, de Bulgarie et d'Algérie.

Cette nouvelle édition entend promouvoir les échanges culturels à travers une programmation qui fait la part belle à la pop, au jazz, à l'élec-

tro, aux musiques du monde ainsi qu'aux répertoires traditionnels revisités.

Le festival s'ouvrira avec la Croatie et Malte. Le trio croate Ki Klop, originaire de Zagreb, proposera son univers disco-pop mêlant influences rock, disco et musique indépendante. Il sera suivi de l'artisane maltaise Kym Pepe, auteure-compositrice-interprète qui a débuté au sein du groupe Brikkuni avant d'entamer une carrière solo en 2020.

La deuxième soirée sera consacrée au Danemark et à l'Algérie. Le groupe Andorra, composé de cinq musiciens issus du Conservatoire de musique de Fionie à Odense, présentera un répertoire d'indie-jazz contemporain. Le duo algérien Harf, fondé en 2022 par Hania Rahmani et Abdenour Oudghiri, prendra ensuite le relais avec une fusion de sonorités berbères, amazighes et arabes enrichies de rythmes modernes. L'Espagne et l'Italie seront à l'affiche de la troisième soirée. Le groupe espagnol Sabor de Gràcia, créé en 1994 à Barcelone par Sicus Carbonell, figure parmi les principaux représentants de la rumba catalane, mêlant rumba, salsa, mu-

sique latine et influences contemporaines. Il sera suivi par le JEMM Music Project, formation italienne créée en 2013 autour du percussionniste Max Castlunger, qui propose un répertoire associant jazz, world music, afro-beat, électro et sonorités caribéennes.

La clôture du festival mettra à l'honneur la Suède et la Bulgarie. Le groupe Tarabband, fondé en 2008 à Malmö par la chanteuse irako-égyptienne Nadin Al Khalidi et le musicien suédois Gabriel Hermansson, présentera une musique où se croisent les sonorités arabes, le folk et les musiques du monde. Enfin, le Trio Wladigeroff, composé d'Alexander, Konstantin et Ekaterina Wladigeroff, petits-enfants du compositeur bulgare Pancho Vladigerov, conclura cette 26e édition avec un répertoire mêlant musique classique, jazz et influences balkaniques.

À travers cette programmation internationale, le Festival européen de musique confirme sa vocation de favoriser le dialogue culturel et de faire découvrir au public algérien la richesse et la diversité des expressions musicales contemporaines.

L'OPU PUBLIE UN NOUVEAU MANUEL DE RHUMATOLOGIE EN ANGLAIS POUR LES RÉSIDENTS

L'Office des publications universitaires (OPU) a annoncé la parution d'un nouveau manuel en langue anglaise consacré à la rhumatologie. Destiné aux étudiants en sciences médicales et aux médecins résidents, cet ouvrage vient enrichir la bibliothèque numérique de l'Office et renforcer les ressources scientifiques mises à la disposition de la communauté universitaire.

Intitulé « Rheumatology Text Book for Residents - Volume 1 », ce manuel s'inscrit dans la démarche de développement des contenus spécialisés en anglais dans les sciences médicales. Il vise à offrir aux étudiants, chercheurs et praticiens des références scientifiques récentes et adaptées à leurs besoins. L'ouvrage a été réalisé par un collectif d'enseignants et de spécialistes algériens issus de plusieurs disciplines médicales. Il a été coordonné par la professeure Assia Haddouche, spécialiste en rhumatologie à l'Établissement hospitalier spécialisé de Ben Aknoun et membre de la faculté de médecine d'Alger 1, avec la participation du professeur Merzak Gharnaout, de la professeure Hind Arzour Belamine, de la professeure Leila Laouar et de la docteure Karima Abbaci Daghor. Conçu spécialement pour les médecins résidents en rhumatologie, ce premier volume présente les bases théoriques de la discipline tout en mettant l'accent sur les applications pratiques utiles dans l'exercice quotidien. Le manuel traite notamment de plus de 40 biomarqueurs utilisés en laboratoire et en immunologie. Il présente également les principales techniques d'imagerie du système musculo-squelettique, parmi lesquelles la radiographie, l'échographie, le scanner, le scanner spectral à double énergie, l'IRM, la tomographie par émission de positons et l'absorptiométrie biphotonique à rayons X. Une partie importante est aussi consacrée aux procédures médicales courantes, comme la ponction articulaire, les infiltrations, la biopsie synoviale et la biopsie des glandes salivaires accessoires. Les auteurs ont adopté une présentation claire et pratique, avec des définitions simples, les indications de chaque technique, l'interprétation des résultats et les principaux repères cliniques. Cette approche vise à soutenir la formation des médecins résidents et à renforcer leurs compétences diagnostiques. Le nouvel ouvrage est désormais disponible sur la plateforme électronique de l'Office des publications universitaires.

THÉÂTRE POUR ENFANTS

Bendouda annonce de nouveaux projets pour renforcer le 4e art

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a affirmé lundi à Tipasa que l'année 2026 marque une étape importante pour le développement du quatrième art en Algérie, avec de nouvelles perspectives en matière de gestion et de promotion du théâtre.

S'exprimant lors de la cérémonie de clôture du programme algérien «7/7 Ma Culture», organisée à la maison de la culture Ahmed-Aroua de Koléa à l'occasion du festival de clôture de la quatrième édition du projet de développement théâtral «Houlm» (Rêve), la ministre a insisté sur la place du théâtre dans la formation des jeunes générations. Elle a annoncé qu'un projet est actuellement

en préparation entre les ministères de la Culture et des Arts et de l'Éducation nationale afin de généraliser la pratique du théâtre dans les établissements scolaires. Selon elle, le théâtre constitue un espace d'expression permettant aux enfants de s'extérioriser, de dépasser certaines difficultés personnelles et de développer leur autonomie. Malika Bendouda a également salué les résultats obtenus par les différentes éditions du projet «Houlm», qu'elle a qualifiées d'expérience réussie et enrichissante. Elle a estimé que cette initiative mérite d'être étendue à l'ensemble des communes du pays, soulignant l'importance de l'implication des artistes et des parents, notamment des mères, dans sa réussite. Le projet «Houlm» fait

du théâtre un moyen d'expression artistique destiné aux enfants. Pour l'édition 2026, vingt-deux ateliers ont été organisés afin d'assurer la formation des formateurs, lesquels transmettent ensuite leurs connaissances aux élèves dans plusieurs domaines liés à l'expression théâtrale. Le programme comprend également des actions de sensibilisation à l'environnement et à l'écologie ainsi qu'un volet consacré à la psychologie de l'enfant, avec pour objectif de l'aider à surmonter sa timidité et de le sensibiliser aux questions liées à la violence.

À Tipasa, quatorze écoles ont participé à cette expérience, permettant la réalisation de sept pièces théâtrales par les élèves formés.

La ministre a rappelé, par ailleurs, l'intérêt accordé par l'État au quatrième art à travers les investissements engagés et les futurs programmes destinés à soutenir son développement. Cette rencontre a également été marquée par le lancement officiel d'un ensemble de projets et d'initiatives culturelles consacrés à l'enfance, notamment dans le domaine du théâtre pour enfants. Ces actions visent à consolider le droit de l'enfant à la culture et à la création, tout en favorisant le développement de ses capacités artistiques et intellectuelles grâce à des espaces dédiés à l'apprentissage, à la découverte et à l'expression.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“Si vous ne vous levez pas pour quelque chose, vous tomberez pour n'importe quoi.”

Malcom X

Non-diffusion du match amical entre l'Algérie et la Bolivie

Les précisions de l'EPTV

L'Établissement public de télévision algérienne (EPTV) a annoncé, hier, que le match amical prévu entre l'équipe nationale d'Algérie et celle de Bolivie ne sera pas disponible en streaming sur son site internet. En effet, cette décision résulte du fait que la rencontre se tiendra sur un terrain d'entraînement qui ne satisfait pas aux exigences techniques nécessaires pour assurer une couverture et une diffusion de qualité, conformes aux normes établies. De plus, la chaîne a souligné que le manque d'équipements techniques adaptés empêche de garantir une retransmission à la hauteur des attentes pour l'équipe nationale.

Refoulé aux États-Unis

L'arbitre somalien Omar Artan accueilli en héros en Somalie

L'arbitre somalien Omar Artan, qui devait arbitrer lors de la Coupe du monde de la FIFA, s'est vu refuser l'entrée aux États-Unis à la veille du tournoi. Andrew Giuliani, responsable du groupe de travail de la Maison-Blanche chargé de l'événement, a évoqué une « très bonne raison » sans préciser davantage. De retour en Somalie hier, Omar Artan a été accueilli en héros à l'aéroport international Aden Adde de Mogadiscio, où une foule de supporters et de journalistes l'attendait, drapeaux somaliens et pancartes à la main. Ce refus d'entrée s'inscrit dans le contexte de l'interdiction de voyage imposée par l'administration Trump à l'encontre de plusieurs pays, dont la Somalie.

Six décès et de nombreuses interventions pour accidents et incendie

Six (6) personnes sont décédées et 246 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, les éléments de la Protection civile ont effectué 170 interventions, ce qui a permis de sauver 112 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 50 personnes et d'évacuer 8 autres vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant toutefois le décès par noyade de deux adolescents dans des réserves d'eau, dans les wilayas de Tamanrasset et Ain Defla. Les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Annaba et Ouled Djellal, note la même source, ajoutant que l'explosion d'une bouteille de gaz butane à l'intérieur d'une habitation dans la daïra d'Ain Oussera (wilaya de Djelfa) a causé des brûlures à une personne. Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 28 incendies dans plusieurs wilayas, ajoute le bilan de la Protection civile.

Le moudjahid Abdelouahab Lahouel s'en va

Le moudjahid Abdelouahab Lahouel est décédé, hier à Aïn Temouchent, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie, rapporte l'APS. Originnaire d'une famille révolutionnaire de la région de Beni Khellad, à Aïn Temouchent, le défunt avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1957. Il a participé à plusieurs batailles et affrontements contre les forces coloniales françaises jusqu'à son arrestation en 1960. Il fut ensuite emprisonné au camp de détention de Chaber, situé dans la commune de Hammam Bouhadjar, a indiqué la directrice de wilaya du secteur des Moudjahidine et des Ayants-droit, Souad Kadari. Après sa libération à la suite du cessez-le-feu du 19 mars 1962, Abdelouahab Lahouel a poursuivi son engagement au service du pays après l'indépendance. Il a notamment occupé les fonctions de président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Honaine, dans la wilaya de Tiemcen, ainsi que de responsable au sein de la Conservation des forêts, a précisé la même responsable.

Batna : deux individus interpellés pour spéculation illicite sur des pneumatiques

La brigade de lutte contre la criminalité économique et financière de la sûreté de wilaya de Batna, en coordination avec le parquet de Barika, a interpellé deux individus, âgés de 41 et 50 ans, suspectés de spéculation illicite sur des pneumatiques. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la sûreté de wilaya de Batna. Lors de l'opération, 224 pneus de différentes tailles et marques, ainsi qu'une somme d'argent importante, ont été saisis à bord de leur véhicule utilitaire. Après les procédures légales, les deux suspects ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes.

Arbitrage Coupe du monde

L'Algérien Ghorbal dirige le match d'ouverture du groupe C à Boston

L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal dirigera la rencontre Haïti-Écosse prévue le 14 juin à Boston (02 h 00 algérienne) pour le compte de la première du groupe C de la Coupe du monde 2026, a indiqué mercredi la Fédération internationale de football (FIFA). Le directeur de jeu algérien sera assisté par ses deux compatriotes, Mokrane Gourari et Abbes Akram Zerhouni. Le quatrième arbitre est l'Espagnol Alejandro Hernandez, tandis que l'arbitre assistant de réserve est l'Espagnol José Enrique Naranjo. Âgé de 40 ans, Mustapha Ghorbal est arbitre

international depuis 2014. Il a dirigé plusieurs compétitions internationales majeures, notamment la Coupe du monde des clubs disputée l'été dernier aux États-Unis, ainsi que des rencontres des éliminatoires du Mondial 2026 et des compétitions interclubs africaines. Il a également pris part à la Coupe d'Afrique des nations 2025, organisée du 21 décembre au 18 janvier. De son côté, Mokrane Gourari est arbitre international depuis 2014, tandis qu'Abbes Akram Zerhouni a obtenu son badge international en 2017.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

L'INDUSTRIE DES COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

Un secteur prometteur

Des professionnels de l'industrie des compléments alimentaires ont mis en avant, hier à Alger, les perspectives « prometteuses » de cette branche en Algérie, compte tenu de la dynamique qu'elle connaît actuellement, soulignant que l'objectif à l'avenir est d'améliorer la qualité, et d'encourager l'investissement et l'exportation.

S'exprimant lors d'une rencontre organisée pour l'annonce de la création de l'Association des producteurs algériens de compléments alimentaires (APACA), son président Mejdji Soussi a indiqué que l'augmentation du nombre de producteurs et d'opérateurs à l'échelle nationale reflète la dynamique enregistrée, précisant que la création de l'association vise à doter la filière d'un cadre fédérateur à même de promouvoir la qualité et d'accompagner les opérateurs dans le respect des exigences réglementaires. À terme, a-t-il ajouté, l'objectif est de faire de l'industrie algérienne des compléments alimentaires un « secteur de référence à l'échelle régionale », à travers l'amélioration de la qualité, l'encouragement de l'innovation, l'attraction des investissements et le développement des exportations. Il a affirmé que l'association entend contribuer à la structuration et au développement de la filière à travers la promotion des bonnes pratiques, de la transparence, de la normalisation et de l'échange d'expertises entre les différents acteurs. Concernant ses priorités, l'association prévoit de renforcer ses structures organisationnelles et d'instaurer un dialogue permanent avec les autorités sanitaires et les organismes concernés, a-t-on souligné. Elle ambi-



tionne également de lancer des programmes de formation destinés aux professionnels du secteur, d'élaborer des guides de bonnes pratiques et d'organiser des rencontres nationales consacrées à l'évaluation de la filière et à l'identification de ses priorités stratégiques. De son côté, la secrétaire générale de l'association, Linda Aït Ahmed, a tenu à rappeler que les compléments alimentaires constituent un soutien à une alimentation équilibrée sans pour autant s'y substituer, soulignant les opportunités de dé-

veloppement qu'offre cette branche pharmaceutique en Algérie. Données à l'appui, elle a également fait état lors d'un exposé d'une progression continue de l'industrie des compléments alimentaires à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie. Les participants aux débats ont, en outre, souligné l'importance de sensibiliser davantage les consommateurs quant à l'utilisation responsable de ces produits, situés à mi-chemin entre l'aliment et le médicament, afin d'éviter tout usage inapproprié. ■

VASTE OPÉRATION CONTRE LA FRAUDE FINANCIÈRE DANS L'INDUSTRIE DU TABAC

Un déficit de 1 000 milliards de centimes révélé



Dans le cadre de la lutte contre les atteintes à l'économie nationale, le Service central de lutte contre le crime organisé (SCLCO) de la Sûreté nationale a démantelé un réseau criminel impliqué dans le détournement et la dilapidation de fonds publics au sein de l'En-

treprise unifiée du tabac (UTC). Une enquête de trois mois, menée par la Brigade centrale de lutte contre les crimes économiques et financiers, a révélé un système frauduleux sophistiqué. Des employés enregistraient des produits du tabac dans le système informatique sans réception

réelle, avant de les écouler illégalement via des grossistes. Ce schéma a causé un déficit de 500 milliards de centimes dans les stocks, tandis qu'une seconde irrégularité financière de 500 milliards de centimes, liée à des créances impayées, a également été identifiée. Dix personnes, dont d'anciens et actuels directeurs, responsables et employés de l'UTC, ainsi qu'un grossiste spécialisé, ont été arrêtées. Les biens saisis incluent des villas, des appartements, des véhicules de luxe, des montres de prestige et une somme d'argent. Les mis en cause, présentés devant le procureur de la République, sont poursuivis pour abus de fonction, dilapidation de fonds publics, blanchiment d'argent, infractions aux changes et participation à une organisation criminelle. ■